

In :
Revue "Memoria", année 2, n° 2,
Institut d'Histoire et d'Anthropologie Andine
MARKA,
Quito, 1991, pp 185-282.

VISION HISTORIQUE DE L'IRRIGATION TRADITIONNELLE DANS LES ANDES EQUATORIENNES

par Thierry RUF*, Pablo NUÑEZ**

-
- * Agro-économiste, Mission ORSTOM, Apartado 17.11.06596, Quito - Équateur
 - ** Historien, Mission ORSTOM, Apartado 17.11.06596, Quito - Équateur

ORSTOM Documentation



010004840

Fonds Documentaire ORSTOM
Cote: B*4840 Ex: 1

INTRODUCTION

Depuis 1987, l'INERHI et l'ORSTOM travaillent conjointement sur un programme scientifique pluridisciplinaire concernant le "fonctionnement de l'irrigation traditionnelle dans les Andes équatoriennes". Le but de cette coopération est de découvrir où se trouvent les systèmes d'irrigation particulière et quelles sont les failles de la chaîne d'opérations depuis le captage des eaux, le transport, la répartition des débits dans les périmètres d'irrigation, la distribution parmi les paysans, l'application de l'eau dans la parcelle, la gestion de l'eau dans les systèmes de production ainsi que les productivités atteintes, l'organisation sociale qui lie les utilisateurs et maintient les systèmes d'irrigation. Au sein des diverses opérations du projet, il existe un inventaire des systèmes d'irrigation (avec des cartes au 1/50 000) permettant de situer des prises d'eau, des canaux et des périmètres dans chaque bassin hydrographique des Andes. Des études particulières ont aussi été faites sur des systèmes d'irrigation représentatifs, comme à Urcuquí (bassin du Mira), Pifo-Puembo (Guayllabamba), Santa Rosa-Pilahuín et Guamote (Pastaza), Gualaceo et Ludo (Santiago) (Le Goulven, Ruf, Ribadeneira, 1987).

En étudiant les problèmes actuels de ces zones irriguées, on a découvert des structures d'irrigation complexes, des formes de partage des eaux et des techniques d'application de l'eau qui permettent de se poser des questions quant à l'irrigation et les évolutions des systèmes d'irrigation dans les Andes. C'est Anne Chenuil (1988) qui a entrepris le premier travail historique dans le secteur de Santa Rosa-Pilahuín, dans la province de Tungurahua.

A l'INERHI il existe un nombre de procès incalculables sur les concessions d'eau, mais on a recherché les procès antérieurs dans les assemblées de Santa Rosa. Nous avons trouvé, chez une famille de Santa Rosa, un texte écrit en 1945 par Gabriel Medina qui est un résumé de tous les procès et autres événements survenus, concernant les canaux d'irrigation du village. Nous avons décidé de continuer l'investigation dans les archives historiques de Tungurahua et de Quito. Au début, cette opération semblait aisée, car il s'agissait de trouver des jugements concernant l'eau, en rapport avec les zones pilotes du projet. Mais plusieurs points ont justifié l'extension de la recherche historique :

- la richesse de l'information
- l'intérêt d'étendre l'ensemble des procès, afin de comprendre l'organisation spatiale, sociale et économique de l'irrigation traditionnelle à des époques différentes.
- l'ouverture des différentes archives du pays avec l'appui de ses responsables : María Teresa Larrea (Banque Centrale d'Ambato) et Ramiro Dávila (celle de Quito), Juan Freile (Archives Nationales de Quito) et Jorge Isaac Cazorla (Banque Centrale d'Ibarra).
Le travail s'est avéré difficile car il n'y avait pas toujours de références adéquates sur les procès concernant l'eau, et particulièrement à Quito. Après catalogage des archives utiles à la recherche, le travail a consisté à lire les textes anciens, extraire l'information sur la base d'un cadre donné en notant les lieux les acteurs et les événements successifs du procès, depuis sa demande jusqu'à sa conclusion.

Les participants ont travaillé dans des villes différentes sous la coordination de Thierry Ruf :

QUITO et AMBATO : Archives Nationales et Banque Centrale
Pablo Núñez et Pablo Suárez
(et aussi Patricio Estévez comme photographe et Juan Vega U. dans l'étape de reclassification).

IBARRA : Banque Centrale
Miriam Cisneros

CUENCA : Maison de la Culture
Catherine Perroud

Cet article présente 2 contributions à la connaissance de l'histoire de l'irrigation andine équatorienne :

- un essai de synthèse sur la problématique de l'irrigation
- le catalogue des Archives Nationales de Quito.

LA PROBLÉMATIQUE HISTORIQUE DE L'IRRIGATION ANDINE EN EQUATEUR

Avant de développer les origines des systèmes d'utilisation artificielle de l'eau dans les Andes équatoriennes et d'en étudier les étapes historiques, il semble nécessaire de fournir des éclaircissements sur l'importance actuelle de l'irrigation traditionnelle.

1. IMPORTANCE DE L'IRRIGATION DANS LES ANDES ÉQUATORIENNES

Le climat des Andes

L'agriculture est actuellement pratiquée à tous les étages climatiques entre 1500 et 4000 mètres d'altitude, trois étages principaux pourvus d'infrastructures d'irrigation pouvant être distingués :

- L'étage subtropical, entre 1500 et 2200 mètres d'altitude, où la température moyenne fluctue autour de 18°C, alors que les précipitations sont très faibles (de 300 à 400 mm par an).
- L'étage tempéré, entre 2300 et 2700 mètres d'altitude, où la température moyenne fluctue autour de 15°C et où les précipitations atteignent 600 à 700 mm par an.
- L'étage froid, entre 2800 et 3300 mètres d'altitude, où la température moyenne est de moins de 13°C et où les pluies passent de 800 à 1000 mm par an.

A tous les étages, la pluviométrie n'est pas régulièrement répartie. Dans les bassins hydrographiques du Pacifique, on trouve un climat bimodal avec deux saisons des pluies et deux saisons sèches. Dans les bassins amazoniens, les sécheresses peuvent survenir au cours de l'année. Dans le sud du pays, le climat se simplifie avec une saison sèche et une saison des pluies. Enfin, dans toutes les régions, le climat est instable et varie d'une année à l'autre avec de grandes différences. La sécheresse peut se présenter à des degrés plus ou moins importants, des périodes sans pluies existant encore aux étages les plus élevés.

L'agriculture en terrain non irrigué est pratiquée à tous les étages. Le maïs, base ancienne de l'alimentation, peut être cultivé entre 200 et 3200 mètres d'altitude. Les paysans produisent aussi, sans irrigation, de l'orge, des pommes de terre, etc., mais avec des rendements faibles et parfois nuls. Sans eau d'irrigation, les pâturages naturels ne permettent pas l'alimentation des animaux, étant donné qu'en Equateur, il n'y a pas de stockage du fourrage.

Le rôle de l'irrigation

L'irrigation joue un rôle fondamental en ce qui concerne les aspects suivants :

- C'est un complément hydrique dans les cultures en terrain non irrigué.
- Elle permet de stabiliser la production de pâturages pendant toute l'année.
- Elle offre des perspectives de cultures nouvelles à des étages où on ne peut cultiver, dans la mesure où la pluviométrie est insuffisante.
- Elle permet de changer les cycles de culture et d'étendre les périodes de travaux agricoles.
- Cela donne lieu à l'intensification de l'utilisation de la terre avec une double culture annuelle.

Géographie de l'Irrigation Andine actuelle

Il existe des canaux d'irrigation anciens et modernes dans tous les grands bassins hydrographiques des Andes équatoriennes. Plus de 200 000 hectares agricoles disposent d'apports artificiels, réguliers ou exceptionnels. Les canaux modernes construits par l'initiative publique depuis 1945, ne représentent pas plus de 5 à 30% des superficies consacrées à l'irrigation. C'est à dire que l'irrigation traditionnelle maintient encore la primauté spatiale dans les Andes.

Les bassins les plus privilégiés sont ceux du centre et du nord de l'Equateur, comme les bassins du Mira, de Guayllabamba et de Pastaza. Les hauts bassins de Cañar et de Jubones possèdent de grandes superficies irriguées, tout comme la vallée de Catamayo dans la province de Loja.

Exemple d'une zone irriguée : Urcuquí dans le bassin de la rivière Mira

Urcuquí est un village situé à l'étage tempéré, à 2300 mètres d'altitude, sur les contreforts du massif de Piñan. Le village existait déjà avant l'arrivée des espagnols. Lors de la visite de 1946, il y avait déjà deux communautés, celle d'"Ulcoqui" et celle de "Yacelga" (Freile, 1981). Aujourd'hui, environ 6000 habitants vivent sur deux paroisses : Urcuquí et San Blas. La composition ethnique est très variée : des indigènes dans la zone haute, des métis dans la zone tempérée, des mulâtres et des noirs dans la zone basse.

L'espace irrigué est situé entre les affluents de la rivière Mira, le Cariyacu au sud et le Pingunchuela au nord. Cet espace comprend 28 périmètres irrigués (zones sous infrastructure hydraulique) avec une superficie de 5000 hectares, irriguée par une vingtaine de canaux qui prennent naissance dans 28 prises, dont le débit approximatif est de 3,5 mètres cubes par seconde.

L'étage tempéré possède des canaux d'irrigation dont les prises d'eau sont situées dans le haut bassin de la rivière Cariyacu. Le périmètre de culture des petits paysans de San Blas est alimenté par le canal d'irrigation "Grande de Caciques", tandis que les haciendas disposent généralement de leur propre canal (Coñaqui, Mindaburlo, El Molino, San Eloy, Pisagancho).

Dans cet étage, les cultures principales sont : le maïs, le haricot, les pâturages naturels et artificiels. On y cultive aussi la pomme de terre, certains légumes (carottes, tomates) et des fruits. Les cultures se partagent les eaux du canal entre San Blas (140 ha) et Urcuquí (180 ha). Dans chaque paroisse, une répartition des eaux est organisée selon les droits de chacun des 600 utilisateurs.

Dans l'étage subtropical, on trouve d'autres canaux d'irrigation gérés par les propriétaires d'haciendas et destinés à l'irrigation de leurs plantations de canne à sucre et de leurs pâturages.

Plusieurs questions concernant l'origine et la gestion des infrastructures d'irrigation sont formulées à partir de ce cas-là. Parmi celles-ci, figurent la question qui est de savoir où et quand l'utilisation de l'eau a débuté, sous quelles formes, quelles connaissances techniques ? De quelle façon a été établi un réseau de canaux d'irrigation si complexe ? Comment l'irrigation se faisait-elle à l'époque préhispanique, coloniale et républicaine ? A chaque époque, quels sont les critères de décision pour la construction d'un canal ? Qui l'exécute ? Comment est effectuée la répartition des eaux ? Qui en organise l'opération et l'entretien ? Qui dirige les conflits concernant les eaux ? De quelle façon les groupes ethniques, indigènes, métisses et espagnols ont-ils eu accès à l'irrigation ? Qu'en est-il aujourd'hui de cet héritage ? Il est vrai que l'accès aux eaux d'irrigation a toujours été et demeure toujours une source de conflit. Aujourd'hui, la gestion de l'irrigation traditionnelle ne peut être comprise si l'on ne tient pas compte des références au passé en ce qui concerne le système d'irrigation. On aborde ici le thème des sources d'information.

2. SOURCES POUR L'HISTOIRE DE L'IRRIGATION ANDINE EN EQUATEUR

Le pouvoir central politico-judiciaire depuis le XVI^e siècle

Lorsque les espagnols conquérèrent ces territoires en 1532, ils se proposèrent de dominer tout d'abord le couloir interandin. Les incas avaient adopté la même attitude, 70 ans auparavant, imposant leur pouvoir politique et militaire, et dominant la résistance indigène lors de la fameuse bataille de Yahuarcocha, au nord de l'actuelle ville d'Ibarra. C'est ainsi qu'à la fin du XVI^e siècle, tout le territoire de l'actuel Equateur fut soumis à l'autorité politique, militaire, religieuse et linguistique, d'abord par le Régime Incaïque et ensuite par l'autorité Royale Espagnole.

En 1830, après une courte période post-coloniale d'unification de la Grande Colombie, l'Ancienne Audience Royale de Quito proclame son indépendance; débute alors la période républicaine. Le pouvoir politique insiste sur la préservation de l'autoritarisme central, spécialement grâce au fonctionnement de l'appareil judiciaire, maillon essentiel des décisions politiques, sociales et économiques. La domination des juges et des avocats dans la vie publique prolonge le système colonial qui avait instauré toute une série de lois et de règlements destinés à gérer l'économie, selon les principes de l'appareil judiciaire : accusation, défense, sentence, en mettant par écrit tous les processus administratifs, les déclarations des acteurs et des témoins, les conclusions et les décisions.

Les procès concernant les eaux

C'est l'analyse des "procès concernant les eaux" qui est sans aucun doute la principale source pour l'étude de l'irrigation en Equateur. Dans ces procès, on trouve divers types d'information : géographique, sociale, agraire, toponymique, juridique et même hydraulique, puisque dans certains documents, on explique la façon de construire les canaux d'irrigation et d'organiser la répartition des débits. Toute cette variété informative permettra au chercheur de se rapprocher du thème et de mieux comprendre le problème de l'irrigation.

Présentation du catalogue sur "les eaux" du fond "Terres" des Archives Nationales d'Histoire

Il nous a fallu environ trois ans (1988-1991) pour recueillir toute l'information historique à Quito, Ambato, Ibarra et Cuenca. Le premier obstacle pour atteindre cet objectif était l'absence d'un fond spécialisé concernant les eaux dans les Archives Nationales d'Histoire, ce qui nous a conduit à l'examen de tous les documents du fond "Terre". Nous avons sélectionné tous les textes faisant référence à la problématique en question et qui sont présentés dans ce travail. Cependant, il existe des procès qui ne sont pas des procès concernant les eaux mais qui contiennent des plans qui nous éclairent sur les infrastructures d'irrigation, et qui ont été photographiés.

Le deuxième obstacle a été d'extraire l'information utile au sein d'un héritage judiciaire volumineux. Cela représente un total de 20 000 feuilles pour 364 procès, selon la répartition suivante :

Siècle	Nombre de procès
XVI	1
XVII	7
XVIII	140
XIX	216
Total	364

On a pris un cadre de présentation des procès avec :

- l'identification de l'archive
- les auteurs du procès
- la situation géographique
- la succession des événements du jugement, comme :

- les requêtes
- les contre-requêtes
- les témoignages
- les inspections oculaires
- les écritures
- les testaments
- les inventaires
- les références à des procès antérieurs
- les plans
- les règlements et les lois
- les sentences, ... etc.

Le catalogue est classé de façon chronologique, débutant en 1582 et s'achevant en 1899.

Une base de données a été réalisée, concernant les procès et leurs références : années, caisses, titres, lieux, nombre de feuilles et plan s'il y en a.

Pour une meilleure gestion de l'information, les résumés sont traités sur des programmes WORD-PERFECT sur des ordinateurs de type PC, et en WORD 4 sur des ordinateurs Macintosh. Il est prévu de publier prochainement cette information classée par bassins hydrographiques, en tenant compte de l'information obtenue dans d'autres archives du pays.

Le troisième obstacle auquel l'équipe de recherche a été confrontée a été la "réorganisation" des Archives Nationales, un an avant sa publication, étant donné que tous les documents du Fond Terre ont été dérangés et placés dans des caisses avec un catalogage nouveau; les dates et les Fonds de certains documents ont même été changés, raison pour laquelle ils n'ont pas été retrouvés lors de l'organisation de notre information, c'est ce que nous avons noté dans notre catalogue. Cependant, nous devons remercier pour sa collaboration Madame Marcela Terán de Mosquera, fonctionnaire de ces Archives, qui a facilité notre travail de reclassification.

Autres sources, autres archives

En plus du fond "Terre" des Archives Nationales d'Histoire, l'équipe de travail a réalisé une compilation de l'information des archives de la Banque Centrale d'Ambato, d'Ibarra et de Quito, et des archives de la Maison de la Culture de Cuenca.

Une autre source d'information précieuse a été de rechercher les archives des juntas d'eaux dans des endroits spécifiques comme Urcuquí, Pimampiro (Imbabura) et Santa Rosa (Tungurahua). A ces endroits, la tradition orale doit être prise en compte.

D'autres archives restent à disposition pour de futures recherches. Tout d'abord, les archives de la curie et des ordres religieux. Ensuite, et comme complément à cet effort scientifique, la recherche doit être complétée par les Archives des Indes à Séville (Espagne).

Nous présentons ci-dessous un premier essai de synthèse concernant l'importance de l'irrigation dans les Andes Equatoriennes.

3. HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES D'IRRIGATION

Comment expliquer la structure actuelle des réseaux d'irrigation ?

La structure complexe des réseaux d'irrigation démontre les efforts de divers groupes sociaux pour capter et conduire les ressources hydrauliques vers les espaces agricoles qu'ils contrôlent. Bien que l'Etat ait nationalisé les eaux en 1972, aujourd'hui, en 1992, les utilisateurs conservent l'idée de propriété du canal d'irrigation dont ils ont hérité, ou de droit d'une rivière en un point donné, c'est à dire l'appropriation de la ressource hydrique provenant d'un "paramo", considérant ce droit inaliénable de par son caractère ancestral.

De cette façon, l'expansion territoriale coloniale aux XVI et XVII^e siècles s'est faite, aussi bien dans les zones basses de climat tempéré ou subtropical de saisons sèches, que dans les grandes zones de hautes montagnes, dans le but de s'adjuger les débits disponibles et d'irriguer ainsi les terres basses (Borchart de Moreno, 1989).

Les conflits engendrés par l'utilisation des ressources disponibles dans un canal d'irrigation sont résolus grâce à de nouveaux canaux d'irrigation, selon trois possibilités :

- Captage d'une ressource non exploitée dans un bassin voisin.
- Captage en aval des systèmes existants si la ressource est alimentée par d'autres affluents.

- Captage en amont des systèmes existants, ce qui engendre des conflits de mobilisation de l'eau au niveau des prises d'eau.

Un grand nombre de conflits pour capter cette ressource apparaissent dans les jugements d'eaux, depuis le XVI^e siècle. Par exemple, à Urcuquí, plusieurs jugements ont eu lieu, destinés à établir s'il existait des rémanents dans la rivière Cariyacu (le mot signifie "père de l'eau"), argument utilisé par les propriétaires de fermes pour capter les eaux dans la rivière ou dans le canal d'irrigation des caciques indigènes (Ruf T., Nuñez P., "Historia del riego en la cuenca del Mira", à paraître).

Qui a commencé ? Qui a réalisé le premier système d'irrigation ? Comment interpréter la technique des "camellones" ?

De nombreux auteurs signalent l'existence de l'irrigation préhispanique (Knapp, 1987; Mothes P., 1987; Coronel, 1987; Gondard, 1983). Avant de poursuivre, il est indispensable de définir les concepts concernant l'utilisation artificielle de l'eau pour l'agriculture. Il existe des différences techniques et sociales entre les systèmes de contrôle des conditions hydriques comme les "camellones" et les systèmes de transport et la répartition d'une ressource hydrique limitée comme les canaux d'irrigation. En Equateur, la technique des "camellones" a été appliquée sur les bords des lagunes (San Pablo, Yahuarcocha et Cayambe aujourd'hui disparue), où le niveau de l'eau peut varier au cours de l'année. Il s'agit de procéder à des élévations longitudinales et parallèles des terres, permettant de cultiver au-dessus du plus haut niveau des eaux et d'irriguer éventuellement pendant la baisse du niveau, par le biais d'une extraction manuelle de l'eau vers les plantes. Il s'agit d'une succession de drainages au début du cycle de la culture et d'un système d'irrigation complémentaire avec l'évolution de la cote de la lagune.

Ce système n'est pas spécifique de l'Equateur. Certaines régions marécageuses dans le monde ont connu ce système. En France, la région de Vendée a une grande superficie complexe de terres drainées avec une structure comparable aux "camellones" des lagunes andines.

En Equateur, les endroits appropriés à ces infrastructures ont une extension faible, et sont limités aux rives des lacs et des lagunes.

Cependant, il semble que le terme de "camellones" correspond aussi à tous les types de cultures semées sur des billons, de quelques mètres de long, de 20 centimètres de haut et de 20 centimètres de large. C'est ainsi que le maïs est cultivé manuellement depuis plusieurs siècles. C'est une technique de culture qui s'applique aussi à la pomme de terre, et qui a surpris les espagnols, plus habitués aux semailles, à semer à la volée l'orge et le blé, après avoir labouré le sol par traction animale. Dans "las relaciones geográficas de Indias", il figure que l'agriculture pratiquée par les indigènes était plus intensive et plus productive par hectare, car elle était manuelle. Cependant, l'introduction de la traction animale et de nouvelles cultures a donné aux propriétaires d'haciendas la possibilité de labourer et de cultiver plus de terrains que les indigènes, et d'avoir un rendement plus important.

Qui a mis en place les premiers canaux d'irrigation ?

Dans les archives historiques contenant les procès concernant les eaux depuis le XVII^e siècle dans le bassin de la rivière Mira, figurent des requêtes de Caciques ou simplement de groupes d'hommes et de femmes indigènes qui avaient recours à la Justice Coloniale pour "spoliation" commise par les espagnols ou par les employés des haciendas. Il est déjà fait référence aux temps immémoriaux pour établir des conclusions concernant l'utilisation des eaux. Mais, il semble incorrect de se servir de ces textes comme preuve de l'existence des canaux d'irrigation préhispaniques, étant donné que ces procès eurent lieu un siècle après la colonisation de la région par les espagnols (depuis 1534).

Après examen des procédés de colonisation espagnole, on observe la substitution d'un ordre social à un autre, avec un métissage entre espagnols et caciques indigènes. Dans l'échelle sociale et économique, on distingue les individus selon les types de famille à laquelle ils appartiennent. La justice sociale donne raison aux familles de caciques, spécialement en ce qui concerne certaines procédures en rapport avec les eaux.

Actuellement, Pimampiro et Urcuquí possèdent un propre canal d'irrigation ancien, celui "de la Population" à Pimampiro et la "Grande de Caciques" à Urcuquí. Le canal d'irrigation de Pimampiro a été construit à l'initiative du curé du village, Pedro Ordóñez de Cevallos, qui a obtenu les matériaux et l'alimentation pour mobiliser les indiens. Il est vrai qu'il a trouvé des traces de canaux dans la zone haute de la vallée et dans son rapport, les a attribués aux incas. Mais, il n'a pas affirmé s'il avait des preuves de l'existence d'un canal ni des fonctions de ce dernier (drainage, irrigation). Ce qui est certain, c'est qu'il a participé à la construction du canal du village en 1596 (Ordóñez de Cevallos, [1691] 1905).

Le canal d'irrigation d'Urcuquí s'appelle "Grande de Caciques". La tradition orale nous apprend que les indiens du village construisirent le canal d'irrigation en 1915 avec des matériaux rudimentaires en bois et en os (Ruf Th., 1991). Les documents trouvés dans la junte des eaux du village indiquent 1582 comme date de construction. En 1586, le premier conflit débute entre les caciques d'Urcuquí et les espagnols qui possédaient des haciendas en dessous du village. En 1600, Pimampiro et Urcuquí étaient considérés comme la région de l'irrigation indigène (Descalzi, 1981, 2:23).

Les connaissances hydrauliques des espagnols, et spécialement du clergé, furent utilisées pour construire de longs canaux d'irrigation, en suivant les courbes de niveau. Par conséquent, l'irrigation comme technique d'apport d'eau aux plantes était bien connue, non seulement selon le système de "camellones" sur les rives des lacs, mais aussi, en deux points précis du bassin de la rivière Mira : la zone d'Ambuquí et la zone de Salinas où il existe des ruisseaux, où, grâce à de simples dérivations, on peut dévier l'eau vers les champs voisins. On cultivait la coca, le coton et autres produits de climat chaud. Cela permet de déduire qu'il existait une culture autour des eaux dans la société indigène. Par exemple, aussi bien dans la toponymie ancienne qu'actuelle, les références concernant les rivières, les ravines, les vallées, les lagunes, les ruisseaux et les canaux d'irrigation ne sont généralement pas espagnoles (Grijalva, 1921; Caillavet, 1983).

Cependant, le vocabulaire traditionnel de l'irrigation est espagnol : prises d'eau, canal d'irrigation, ajutage, moulin, paille, etc. Les noms indigènes ne sont pas utilisés pour qualifier les termes techniques. Par conséquent, nous trouvons une variable supplémentaire du métissage culturel : rationalité andine (tendant toujours à mettre en relief les phénomènes naturels) et la technologie européenne. A partir de cela, il est intéressant de se demander le pourquoi de cette imposition d'origine dans la toponymie des canaux d'irrigation, si la plupart du temps les constructeurs et bénéficiaires de celles-ci faisaient partie du secteur blanc et métis.

Evolution de l'irrigation pendant la période coloniale 1600-1830

Des haciendas appartenant aux espagnols, à des métis ou à des caciques se sont établies autour des villages indigènes, et ont su faire valoir un droit territorial dans un espace encore non approprié par les communautés indigènes, c'est à dire à l'étage subtropical. Les moutons trouvent sur ces terrains la base de leur alimentation. A Urcuquí, par exemple, les haciendas sont situées tout au long de l'axe San Blas - San Ignacio - Buenaventura - San Vicente - Tapiapamba. Cet axe correspond à celui du canal d'irrigation du Village qui appartient aux caciques. En principe, les propriétaires d'haciendas n'ont pas accès à l'eau des caciques. Ceux-ci font leur demande au pouvoir central de Quito, déclarant que l'eau demeure abondante et que l'attribution d'un certain canal d'irrigation ou de certains jours d'irrigation ne va à l'encontre ni des indiens ni d'autres utilisateurs reconnus. Les premiers procès aboutirent à un accord : en échange du droit d'irriguer de jour ou de nuit, les propriétaires d'haciendas devaient se charger de l'entretien du canal d'irrigation et assumer la responsabilité de tous les frais que cela impliquait. De procès en procès, les haciendas obtenaient peu à peu des droits sur le captage des eaux. Etant donné qu'elles géraient déjà l'économie de la canne-à-sucre, elles avaient besoin de l'eau, aussi bien pour l'irrigation de leurs plantations, que pour les sucreries. De plus, elles commençaient à capter la plus grande partie de la force de travail des indigènes, gérant également l'esclavage des noirs en provenance de Colombie.

Tout au long du XVII^e siècle, malgré la construction de canaux d'irrigation complémentaires, on observe un manque d'eau à l'étage subtropical.

Les habitants d'Urcuquí, indiens et métis, se rendent compte de l'importance de l'eau et déplorent amèrement l'imprévision des caciques qui cédèrent facilement leurs droits au cours du siècle précédent. Ils essayèrent de récupérer leurs droits pendant environ 50 ans, mais n'obtinrent rien de concret face à la puissance des grands propriétaires d'haciendas.

A Pimampiro, la situation est similaire. Le débit du canal d'irrigation du Village est divisé en deux parties égales, l'une pour le Village et l'autre pour les deux haciendas situées en aval du canal d'irrigation utilisé par les paysans.

Il ne faut pas oublier l'énorme impact qu'eurent les jésuites, propriétaires d'une grande extension de terrains situés à l'étage subtropical (rive droite de la rivière Ambi, dans la vallée du Chota), irrigués par de grands canaux d'irrigation construits par ces mêmes jésuites, grâce à la main d'œuvre esclave dont ils profitaient. A la fin du XVIII^e siècle, après l'expulsion de la Compagnie de Jésus, ces propriétés furent vendues, laissant la place à de nouveaux propriétaires, dont beaucoup de militaires. Avec ce changement, naissaient les haciendas les plus grandes du bassin.

Au début du XIX^e siècle, les ressources hydriques facilement exploitables étaient administrées par les propriétaires d'haciendas, laissant aux paysans le soin de cultiver à l'étage tempéré, leurs terres en terrain non irrigué. Mais, à l'étage chaud subtropical, il restait des zones sèches et non exploitées. Cependant, il y avait de l'eau en grande quantité, non plus dans les zones hautes des bassins, mais dans les zones basses, dans les rivières encaissées. Il n'était pas facile de capter ces eaux.

L'irrigation pendant la période républicaine 1830-1950

Un des obstacles pour la mise en place de nouveaux canaux était la multiplicité des propriétés qui existaient entre un endroit adéquat pour capter les eaux d'une rivière et les terrains d'une hacienda. Au début du XIX^e siècle, ces problèmes ont été résolus de façon précaire et codifiés par la Loi sur les Eaux de 1832. Désormais, un propriétaire d'hacienda ne pouvait plus s'opposer à la construction d'un canal sur ses terres : dès cette année, la Justice Républicaine procède à l'évaluation d'une indemnisation pour la perte des terres, liée à la construction du canal.

Pendant trois siècles, les propriétaires d'haciendas se sont opposés aux communautés paysannes pour s'approprier les hauts bassins et construire des structures hydrauliques "verticales" qui utilisaient, dans la mesure du possible, les ravines naturelles.

A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, on note une amélioration de l'infrastructure "horizontale"; la ressource est cherchée dans les grandes ravines, en aval, en s'efforçant de suivre les courbes de niveau. La construction de ces canaux exige un investissement important, dans la mesure où il est nécessaire de construire des tunnels, des aqueducs, etc.

Dans la province de Tungurahua, les propriétaires d'haciendas s'associent à de petits paysans actionnaires de la construction. Les membres de cette société détiennent leurs parts sociales sous forme d'heures d'irrigation au sein d'un tour des eaux organisé, basé sur des techniques claires : fréquence, modules, période d'irrigation par hectare.

Dans la province d'Imbabura, les propriétaires d'haciendas ne proposeraient jamais aux petits agriculteurs, métisses ou indiens, de co-financer le coût de leurs canaux. Les relations de production de la canne à sucre n'ont jamais favorisé le dialogue entre grands et petits propriétaires.

Les événements naturels peuvent parfois interférer. Ainsi, les gros tremblements de terre ont provoqué des dommages importants sur les canaux d'irrigation. Dans ce cas, les anciens propriétaires de canaux d'irrigation cherchaient une aide, et acceptaient de céder des droits d'eaux en échange de la participation des paysans à la réhabilitation de l'infrastructure d'irrigation.

A la fin du XIX^e siècle, un certain nombre de propriétaires d'haciendas commencent à vendre leurs terres afin de pouvoir investir dans d'autres activités, phénomène qui s'accroît au XX^e siècle. De plus, les héritiers de chaque génération se partagent les propriétés.

Le partage des terres entraîne aussi un partage des droits d'eaux. Les eaux ne peuvent être distribuées par journées de 24 heures : la répartition est réalisée par heures. La nécessité d'avoir de l'eau en temps voulu n'est pas compatible avec l'à peu près. Naît alors dans le pays une profession libérale, celle des ingénieurs hydrauliques. Pendant des dizaines d'années, selon des accords entre utilisateurs d'un canal d'irrigation, ou selon des conclusions de procès concernant les eaux, sont utilisés pour la conception et la réalisation d'œuvres de répartition des débits : des ajutages simples (trou d'un certain diamètre situé sur une charge d'eau déterminée) ou des caisses de répartition plus complexes.

Depuis le milieu du XX^e siècle, l'amélioration des techniques de construction, l'avènement des structures en béton armé, les siphons métalliques et autres innovations, facilitent la construction de nouveaux canaux avec des captages à des endroits difficiles et des segments de transport longs. La "Caisse Nationale d'Irrigation" a réalisé de grands canaux, en mobilisant pour la première fois plusieurs mètres cubes par seconde, sur de longues distances. Le "Canal du Pisque" a été une réalisation exemplaire de cette période. Depuis 1967, l'INERHI poursuit les projets planifiés dans les années 1950-1960, ceux-ci représentant le dernier maillon de la chaîne d'aménagement des systèmes d'irrigation.

4. HISTOIRE RÉCENTE DE L'IRRIGATION

La nationalisation des eaux et la centralisation de leur administration

Pendant des années, parallèlement à la Réforme Agraire, le Pouvoir Militaire réforme la Caisse d'Irrigation, en créant un Institut National des Ressources Hydrauliques (INERHI) dont les activités sont règlementées par la Loi de Nationalisation des Eaux (Loi des Eaux, 1973).

Les économistes, planificateurs et militaires jugent anormale la concentration de la propriété des eaux et des canaux d'irrigation privés au profit d'un nombre restreint de propriétaires. De plus, certains conflits entraînaient de violents affrontements entre les co-propriétaires des canaux d'irrigation qui prenaient l'eau à même la rivière, ou entre les paysans utilisateurs du même canal d'irrigation.

L'INERHI est l'organisme chargé de faire respecter l'ordre en implantant un système de concessions valable pendant 10 ans. L'INERHI se transformera en une sorte de Tribunal des Eaux, étant donné que les problèmes des utilisateurs seront réglés par cet organisme et non par les Cours de Justice Ordinaire. Les litiges sont traités en première instance dans des agences régionales, et peuvent être ensuite renvoyés jusqu'à l'Administration Centrale de Quito. Le processus passe obligatoirement par les avocats. Leurs décisions sont basées sur des rapports techniques émis par des ingénieurs civils et des agronomes.

La course à la concession

Dans tout le pays, les personnes bien informées font reconnaître leurs anciens droits en les faisant enregistrer à l'INERHI. Le critère d'attribution est d'avoir des droits sur l'eau (des écritures peuvent être présentées) depuis des temps immémoriaux. L'ingénieur propose un débit de concession qui se rapproche généralement des anciens titres de propriété. La majorité des haciendas légalise la situation précédente. En ce qui concerne les paysans, les choses sont moins simples : les canaux d'irrigation sont gérés par des juntas d'eaux, dont les titres de propriété sont divers. Il y a des canaux d'irrigation appelés "communaux" et qui distribuent l'eau à toutes les familles reconnues de la communauté. D'autres canaux d'irrigation appelés "eaux achetés", où chaque famille achète ou plus souvent hérite les droits des eaux selon différents modes d'organisation (débits partagés, horaires fixes ou variables). De plus, la concession est beaucoup plus complexe dans la mesure où de nombreuses communautés dépendant d'un même canal, sont en conflit pour ce qui concerne la gestion du canal ou pour d'autres raisons.

L'atomisation des organisations d'utilisateurs

L'Agence de l'INERHI, en essayant de simplifier le processus administratif, concède partiellement des droits d'eau d'un même canal, pour ensuite synthétiser la concession générale du canal.

Dans ces conditions, certains groupes d'utilisateurs réclament directement la concession au chef de l'agence de l'INERHI. Il n'y a toujours pas d'autorité hydraulique reconnue de tous. Les juntas centrales des canaux d'irrigation perdent une partie importante de leur pouvoir, aussi bien en matière de règles de distribution (contrôle des travaux de répartition entre les communautés), de respect des roulements d'eau (contrôle des roulements d'irrigation de chaque parcelle), d'entretien des constructions (organisation des travaux collectifs réguliers ou exceptionnels, suivi des interruptions de service), qu'en matière financière (gestion des frais réguliers ou exceptionnels).

Non seulement certaines communautés se déclarent indépendantes (à ce sujet, l'impact des ONG ou de certaines institutions publiques recourant au clientélisme n'est pas négligeable), mais certains individus qui ne sont pas satisfaits de la dotation en eau, font directement appel à l'INERHI pour demander une concession.

Dans le cas où les règles et les droits d'eau enregistrés ne sont pas respectés, la junta des eaux n'a pas de possibilité de répression directe envers le contrevenant.

Avant la loi sur les eaux, un acte était rédigé par le secrétaire de la junta selon un rapport de l'aygadier et la junta imposait une amende devant être payée; dans le cas contraire, le droit à l'irrigation était retiré. L'amende était généralement destinée à une œuvre d'intérêt général, comme une école. Actuellement, si le rapport est rédigé, il doit être déposé à l'Agence Régionale de l'INERHI (ce qui suppose un voyage qui prend parfois du temps), et c'est l'agence qui décide d'une amende en sa faveur, au sein de ce qui est légalement établi.

De plus, le contrevenant peut réclamer et demander justice au Président de la junta si l'eau lui a été coupée.

Face à ces problèmes, il est évident que l'anarchie n'a pas tout envahi. Le non respect du tour des eaux n'obéit pas à la volonté de n'importe quel utilisateur. A la campagne, il existe des relations sociales et des situations d'autorité familiale limitant les abus. Le détournement des eaux de leur cours normal est considéré comme un crime.

Mais l'essentiel du mauvais fonctionnement réside dans le prolongement des tours des eaux, dans le manque d'irrigations complètes (interruptions du service à des heures prévues), et dans les difficultés matérielles pour l'entretien des constructions.

Facteurs à prendre en compte : Démographie, Intégration à l'économie de marché et évolution des systèmes de production.

Au cours des 20 dernières années, la population de l'Equateur a doublé. Les villes de Quito et de Guayaquil deviennent de grands centres urbains de travail et de consommation.

Dans la zone rurale, on observe une évolution démographique variée. Dans certaines régions, la population décroît (exemple : le canton Guamote). La densité est réduite à une dizaine d'habitants par km². Les familles demeurant dans leurs propriétés sont celles qui disposent d'une faible ressource hydrique provenant d'un petit cours d'eau ou d'un versant, stabilisant la production fourragère, ce qui permet d'économiser les revenus provenant de la migration grâce au petit troupeau, alors qu'elles poursuivent la semence en terrain non irrigué, et bien que la production soit faible, cela aide à satisfaire les besoins alimentaires.

En revanche, dans d'autres régions, le nombre d'habitants croît chaque année. Aujourd'hui, par exemple, dans la province de Tungurahua, la densité est supérieure à 500 habitants par km² agricole. L'irrigation se faisant à partir de canaux de grande amplitude (quelquefois 50 km de long, 500 litres/seconde), a été une des conditions favorisant l'utilisation permanente du sol (deux cultures par an). C'est ce que Jean-Luc Sabatier a qualifié de "Chine des Andes" : une agriculture en situation d'accès à la terre, limitante à l'extrême, avec une exploitation familiale d'environ 50 ares, où le travail joue un rôle très important (5 travailleurs par hectare contre 5 hectares par travailleur dans certains systèmes d'élevage extensif).

C'est dans ces systèmes que les risques d'altération des règles de gestion sont les plus graves. Certains canaux d'irrigation sont utilisés par plus de mille utilisateurs, qui se répartissent les modules d'irrigation avec l'aide d'un chronomètre et une précision d'une demi-minute.

On a constaté que les parcelles, comme les temps d'irrigation, sont divisés par deux tous les quinze ans. (ORSTOM-INNERHI, étude de la zari de Santa-Rosa et Pilahuñ, à paraître).

Il existe d'autres situations comme celles qui sont sous l'influence de la croissance urbaine (Pichincha). La dépendance de plus en plus grande du travail dans les villes entraîne la disparition des organisations paysannes, l'altération des tours d'eaux, le retour à la dépendance en amont et en aval qui porte préjudice à ceux d'en bas.

La démographie change les conditions d'administration de l'eau, mais les systèmes de production ont également évolué dans deux directions principales :

- Une simplification vers l'élevage extensif, avec une productivité faible et une force de travail réduite. L'irrigation s'oriente vers des systèmes d'irrigation sans disposition d'application spéciale, avec une consommation d'eau importante. Il n'y a pas un nombre suffisant de travailleurs pour faire un usage économique de l'eau.
- Une intensification des cultures avec une meilleure association de l'agriculture et de l'élevage par le biais de la luzerne. Les nécessités hydriques sont beaucoup plus importantes, les anciens systèmes d'irrigation n'étant pas calibrés pour une telle évolution.

En tout état de cause, les nécessités en eau se développent. Face à ces demandes, l'INNERHI a des programmes de construction d'infrastructures hydrauliques modernes, dont les coûts sont très élevés, du fait que le captage des ressources hydrauliques encore disponibles se fait loin des zones irrigables, ce qui rend nécessaire la construction de longs canaux, de tunnels, d'aqueducs, de siphons. Une autre solution pourrait être d'essayer d'améliorer la gestion des systèmes d'irrigation traditionnels avec des réhabilitations de constructions d'irrigation déjà anciennes, qui ne remplissent pas leurs fonctions, et avec des efforts pour organiser de nouvelles formes de répartition des eaux. C'est la voie de la recherche du Projet INNERHI-ORSTOM.

CONCLUSION

Grâce à la vision historique sur l'irrigation dans les Andes, on prétend comprendre l'organisation des paysages andins. Il est clair que les structures actuelles de l'irrigation n'ont pas été conçues par une seule autorité hydraulique. Au contraire, cela résulte de nombreuses interventions, crises, conflits, adaptations et accords. Alors qu'il semble que les règles de justice des eaux aient été décrétées par un appareil colonial centralisateur (au moins par la jurisprudence), la construction des canaux correspond à des initiatives de quatre types, se succédant dans le temps :

- une phase d'association entre la noblesse indigène et certains représentants de l'Eglise, phénomène peut-être comparable à un début de société asiatique (hydraulique) ;
- une phase d'appropriation des moyens de production par les nouveaux propriétaires de terres, phase pré-capitaliste avec une économie rurale basée sur la forte exploitation de certaines classes sociales (esclaves, noirs, indiens sujets à la domination) ;
- une phase d'association entre propriétaires possesseurs de terre libéraux et paysans, qui apportent en commun le capital et le travail, dans le but de construire de nouveaux canaux et d'obtenir une plus grande rentabilité des efforts consentis ;
- une phase où l'Etat se substitue aux haciendas et aux paysans pour réaliser de grands investissements en fournissant l'eau aux agriculteurs à un prix très bas.

BIBLIOGRAPHIE

BORCHART DE MORENO, Christiana

- 1989 "Visitas de Tierras", *Primera reunión de intercambio científico entre Ecuador y España : Fuentes para la historia ecuatoriana*, Quito, Casa de la Cultura, pp. 13-16, sous presse.

CAILLAVET, Chantal

- 1983 "Toponimia histórica, arqueología y formas prehispánicas de agricultura en la región de Otavalo - Ecuador", *Boletín del Instituto Francés de Estudios Andinos*, tome XII, num. 3-4, pp. 1-21.
- 1989 "Las técnicas agrarias autóctonas y la remodelación colonial del paisaje en los Andes septentrionales (siglo XVI)", *Ciencia, vida y espacio en Iberoamérica*, vol. III, Centro Superior de Investigaciones Científicas, pp. 109-126.

CORONEL, Rosario

- 1987 "Riego colonial : De la coca a la caña en el valle del Chota", *Ecuador Debate*, num. 14, Quito, CAAP, pp. 47-67.

DESCALZI, Ricardo

- 1981 *La Real Audiencia de Quito claustro de los andes*, Quito, Ed. Universitaria, 1981.

FREILE G., Juan, (compilateur)

- 1981 *Numeraciones del repartimiento de Otavalo*, Colección Pendoneros, num. 17-18, Otavalo, Instituto Otavaleño de Antropología.

GOBIERNO DEL ECUADOR

- 1973 "Reglamento de la Ley de Aguas", Decreto Supremo Numero 40 del 18 de enero de 1973, *Registro Oficial*, num. 223. 26 janvier 1973.

GONDARD, Pierre

- 1983 *Inventario arqueológico preliminar de los Andes septentrionales del Ecuador*, Quito, MAG - PRONAREG - ORSTOM.

GRIJALVA, Carlos E.

- 1921 "Nombres y pueblos de la antigua provincia de Imbabura", *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, vol. II; num. 3-4, (Abril 1921), Quito, pp. 33-70.

KNAPP, Gregory

- 1987 "Riego precolonial en la Sierra Norte", *Ecuador Debate*, num. 14, Quito, CAAP, pp. 17-45.

LE GOULVEN, P.

- 1992 *Inventario del riego particular en la cuenca del río Mira*, 6 vol., Quito, INERHI - ORSTOM.

MOTHES, Patricia

- 1986 *Pimampiro's canal : adaptation and infrastructure in northern Ecuador*, Thesis masters of arts, Austin, University of Texas, 247 p.
- 1987 "La acequia del pueblo de Pimampiro", *Ecuador Debate*, num. 14, Quito, CAAP, pp. 69-86.

ORDOÑEZ DE CEVALLOS, Pedro

[1691] "Historia y viaje del mundo del clérigo agradecido D. Ordoñez y Cevallos, 1905, natural de la insigne ciudad de Jaen, a las cinco partes de Europa, Africa, América y Magalanica con el itinerario de todo él", *Nueva Biblioteca de Autores Españoles. Autobiografías y Memorias*, Madrid, pp. 271-460.

PAZ Y MIÑO, Luis

1936 "Contribución al estudio de las lenguas indígenas del Ecuador", *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, vol. XIII, num. 40-41, (Juillet-Décembre), Quito, pp. 40-54.

RODRIGUEZ DE AGUAYO, Pedro

[1573] "Descripción de la ciudad de San Francisco de Quito y vecindad de ella", 1897, *Relaciones Geográficas de Indias*, Tome III, Madrid, Ministerio de Fomento de Perú, pp. 60-104.

RUF Thierry

1991 "Entrevistas en Urcuquí", Documento de Trabajo, Quito, ORSTOM - INERHI.

RUF Thierry, NUÑEZ Pablo

s.d. "Historia del riego en la cuenca del Mira", Quito, ORSTOM - INERHI, à paraître.

DOCUMENTS ANNEXES

PROCES N°1

Mariano Monteserrín contre Manuel Acevedo sur la propriété des terres et des eaux de Curiquingulpamba et le Pogyo

05-XII-1718, 446 folios
Archives Nationales, fond terres, caisse 37.

1. Acteurs

Lic. Mariano Monteserrín "Avocat de cette Audience Royale et Maire Ordinaire de cette ville". Propriétaire de l'Hacienda Cuzubamba. Accusateur.

Dr. Manuel de Acevedo. Prêtre. Propriétaire de l'Hacienda Guanguilquí. Accusé.

Autorités :

- Dr. Don Luis de Santa Cruz y Senteno, Chevalier de l'Ordre de Calatrava. Président de l'Audience Royale de Quito.
- Drs. Joseph Ferrer, Serafín Vejan et Isidro de Santiago Alvear y Artunduaga : Auditeurs de l'Audience Royale de Quito.

2. Localisation :

Province de Pichincha, Guayllabamba, Hacienda Cuzubamba, Hacienda Guanguilquí; Curiquingui, Justunchupa, El Pogyo et Chimborazo.

3. Motifs du Procès :

Spoliation des terres et des eaux de Curiquingui, El Pogyo, Justunchupa et Chimborazo.

4. Résumé : 30 Octobre 1765.

Manuel Acevedo, propriétaire de l'Hacienda Guanguilqui, exprime que le Dr. Mariano Monteserrín, ayant recours à quelques témoins, a réussi à le dépouiller des terres et des eaux de Curiquingui et de Justunchupa. Acevedo fait allusion au procès suivi en 1718 par son père, Don Ignacio de Acevedo, et par l'ancien propriétaire de Cuzubamba, Don Joseph Caballero, afin que la sentence soit abrogée, car lors de ce jugement de 1718, c'est l'Hacienda Guanguilqui qui a obtenu la possession des terres et des eaux en litige.

4.1 Documents fournis

Procès suivi par les deux haciendas le 5-XII-1718

Acteurs : Capitaine Joseph Caballero. Propriétaire de l'Hacienda Cuzubamba. Accusateur.
Ignacio Acevedo. Propriétaire de l'Hacienda Guanguilquí. Accusé.

Situation : Guayllabamba, Haciendas Cuzubamba et Guanguilqui.

Résumé :

J. Caballero accuse Ignacio Acevedo de l'avoir dépouillé des terres et des eaux de Justunchupa et de la vallée "El Pogyo".

Présentation de témoins

Des phrases textuelles de certains témoins sont citées ci-dessous, afin de ne pas faire varier leur interprétation.

Un témoin affirme que c'est un procès concernant des terres situées à Curiquingue et à "El Pogyo" et dit que le propriétaire antérieur de Guanguilquí, Jacinto Arguello l'a emmené jusqu'au "paramo".

- "... voir deux canaux d'irrigation, qui se dirigent vers cette hacienda, l'une d'un endroit appelé Justunchupa, et l'autre d'une vallée appelé El Pogyo, qui délimite l'Hacienda de Don Joseph Caballero, et celle de Gualquilquí, que possède actuellement Don Ignacio de Azebedo..."

- "... Ce témoin sait également que Pedro de Lenis, prédécesseur de ce Don Joseph Caballero a eu un différent avec Miguel Suárez de Figueroa concernant un canal d'irrigation; à savoir lequel des deux devaient le retirer de la vallée du Pogyo, canal qui traverse les terres en litige et que Miguel Suárez, en tant que propriétaire de ces terres, a enfin enlevé pour l'installer sur l'Hacienda de Guanguilquí....."

- "... et que Miguel Suárez a débuté le canal d'irrigation du "paramo" nommé Justunchupa et l'a descendu pour le destiner à cette hacienda en le joignant au canal d'irrigation du Pogyo situé plus bas; et que la ravine dite du Pogyo limite cette hacienda de Gualquilquí et celle de Don Joseph Caballero..."

Selon les témoins, ce canal d'irrigation a été commencé il y a environ 25 ans (vers 1693).

Ecriture d'achat-vente de l'hacienda Guanguilquí, 21 - III - 1689.

Acheteur : Capitaine Jacinto de Arguello.

Vendeur : Clemente Suárez de Figueroa et son épouse Barbara Paredes.

L'hacienda de Guanguilquí a une superficie de 51 "caballerias". Cette Hacienda est une partie de la Grande Hacienda, que se partagent Clemente et Gregorio Suárez, en mai 1681, à la mort de leur père (Miguel Suárez de Figueroa).

Les limites de l'Hacienda de Clemente Suárez :

La vallée qui partage les villages de Guayllabamba et du Quinche. La demeure de Don Joseph Caballero. Terres d'indiens. "Paramos" de Cuzubamba.

La Hacienda Grande de Gualquilquí s'est constituée après les acquisitions suivantes réalisées par Miguel Suárez de Figueroa :

- Le 8 mai 1662, il achète 24 "caballerias" au Capitaine Joan Francisco de Cáceres.
- Le 18 juin 1665, il achète 12 "caballerias" à Doña Joana Cardoso.
- Le 7 avril 1664, il achète 15 "caballerias" à Joan Gómez de Azevedo et à Joan de los Reies.

Inventaire de l'Hacienda Guanguilquí

- Arbres fruitiers avec leur planter de luzerne.
- 31 bœufs de labour.
- 45 vaches.
- 43 juments.
- 1287 moutons.
- 129 chèvres et 40 boucs châtrés.
- 11 bêtes de somme de charge appropriée.
- 50 porcs (dont 23 mâles) et 1 veau.
- 5 chevaux de selle.
- Pommes de terre, maïs, blé, orge (en fanègue).

Constatation de Visu

Dans la constatation de visu, les plaignants montrent aux juges les actes pouvant prouver la propriété de l'endroit en litige. Dans ces titres de propriété (achat-vente) le capitaine Joseph Caballero a montré qu'à partir de 1570 son hacienda s'est agrandie jusqu'à atteindre la limite de la ravine du Pogyo : 75 "caballerias" (1607, 1601).

Ces écritures auxquelles il est fait allusion ne figurent pas dans le document, les juges affirment qu'elles sont montrées.

De même, Ignacio de Acevedo montre ses titres prouvant que son hacienda commence d'exister en 1609 et dont le total des "caballerías" est de 51, la ravine de "El Pogyo" constituant la limite entre son hacienda et celle de Caballero.

"... Et il a été reconnu que cette ravine qui les partage jusqu'à un peu plus haut, d'une saignée de l'enclos que possède Don Ignacio, est divisée en trois parties : les deux premières qui descendent et s'incorporent, avec quelques petites collines au milieu, au corps de l'hacienda de Don Ignacio, et la troisième partie, la plus dilatée, qui tourne et s'incline au-dessous d'une arête plus haute, appartenant à Don Joseph Caballero, pour se terminer, dans la partie la plus haute, d'où partent deux ovalos d'eau qui sont notoirement appelés "yerba buena "Pugui"", ainsi qu'un tronçon très court de l'ancien chemin royal conduisant à la propriété..."

Les juges de la constatation de visu, ne pouvant déterminer qui est le propriétaire des terres en litige, font intervenir plusieurs témoins des deux parties. Dans leurs témoignages, ils disent que le propriétaire est celui qui les présente, c'est à dire Caballero ou Acevedo, sans pour cela aboutir à quelque chose de concret.

Brevet du Roi concernant le paiement de composants et le paiement de son hacienda Guanguilquf par Ignacio de Acevedo (1715).

Dans cet Brevet du Roi, il est ordonné au "Juge des bénéfiques, des exonérations, des composants et ventes des terres de son District" de faire payer les personnes devant l'argent des composants de terres à sa majesté, c'est à dire légaliser les titres de propriété.

Les brevets ordonnant le paiement des composants datent des années 1692 et 1707.

"... Pour encaisser toutes les quantités dues à sa Majesté et à son Hacienda Royale, dans les royaumes et les provinces des indes, pour les achats, les ventes et les composants des terres, en vertu des brevets royaux..."

Don Ignacio de Acevedo paye à l' Hacienda Royale la quantité de 95 pesos pour son Hacienda de Gualguilquf, quantité fixée par les membres du Conseil Municipal. Une fois cette quantité payée, le Roi ordonne que le titre de Propriété soit octroyé.

"... Ayant vu et reconnu les actes, appartenant à l'Hacienda de Doña Francisca Peñalosa, que Don Ignacio de Acevedo, voisin de cette ville, a montrés; d'un côté, avec l'hacienda de Don Joseph Caballero Atayde, partagée par une ravine, et de l'autre, avec une ravine qui dépend de la Juridiction du Village du Quinche, avec des droits à plus de sorties vers le "paramo", et l'action de deux canaux d'irrigation pour le service de cette hacienda, un partant du "paramo" et l'autre de la ravine qui délimite le village du Quinche..."

"... Monsieur Le lic. Fernando Sierra Osorio du Conseil de sa Majesté, son auditeur le Maire de Cour le plus ancien de cette Audience Royale... ayant vu ces arrêtés, et les actes montrés par Don Ignacio Acevedo... A dit qu'il devait déclarer et a déclaré comme suffisants et bons, et conforme, a ordonné que soit octroyé un titre de cette hacienda en bonne et due forme a Don Ignacio de Acevedo... avec des droits de sorties vers le "paramo" et l'action des deux canaux d'irrigation pour le service de cette hacienda..." (7-V-1715).

Monteserrín manifeste qu'il possède un titre de composant avec sa Majesté, daté du 13 octobre 1713, qui lui octroie en propriété les mêmes terres qui figurent dans le titre de composant présenté par Acevedo. Mais il ne le présente pas.

Document de vente de 2 "caballerías" de terre, María Valverde étant la vendeuse et Gonzalo Martín l'acheteur, tous deux voisins de Guayllabamba. L'endroit vendu fait partie de l'hacienda Cuzubamba, et son nom est Guasqui-Pucará. Mr. Monteserrín dit que c'est l'actuel Pogyo. Cette transaction est datée du 22 septembre 1583.

"... Tenant compte de cette lettre de vente royale, nous, Don Alonso Ruiz Jurado et María Valverde sa femme légitime, habitants de cette vallée de Guayllabamba, faisant partie des limites et de la juridiction de la ville de San Francisco de Quito... octroyons, connaissons, vendons et

donnons par serment d'héritage pour aujourd'hui et pour toujours à vous Gonzalo Martín, voisin de cette ville de Quito... un enclos que nous appelons Cusqui Pucará situé à côté de l'endroit appelé Cuzubamba, au-dessus du vieux village de Guanguilquí et des parties hautes d'une "estancia" que nous appelons Quasquí, c'est à dire d'un côté l'enclos avec des terres de Miguel Mexia, partagé par une ravine, et de l'autre avec des terres vous appartenant, vous Gonzalo Martín, partagées par une ravine, pour un prix et un montant de soixante cinq pesos courants, que tu nous a donné et payé..."

Gonzalo Martín de Rambla et Cathalina de Valverde, sa femme, vendent la même portion de terrain qu'ils ont acheté antérieurement; les acheteurs sont Andrés de Mansera et Lorenzo Días de Ocampo, prêtres. Cette transaction est datée du 7 juin 1591. Andrés de Mantilla o Mansera a cédé sa propriété à Lorenzo Días de Ocampo le 29 février 1596.

Lorenzo Días de Ocampo cède le morceau de terrain à Isabel Docampo (Ocampo), comme dot de son mariage avec Gaspar Ximenes Barrionuevo. La date de cet engagement de cession de biens n'est pas citée. A son tour, Isabel Ocampo vend les deux "caballerías" de terrain, nommé Guasquí Pucará, à Pedro de Lenis pour la quantité de 200 pesos de 8 reals chacun, le 20 avril 1606.

Note : 11 feuilles sont arrachées.

Testament de Joseph Cavallero de Atayde

Dans ce testament, Caballero dit être propriétaire de la colline de Tostonchupa.

Inventaire de l'hacienda Cuzubamba, 16-v-1729.

- 96 "caballerías" à 100 pesos chacune, valeur totale 9600 pesos.
- 11 "indiens du rôle".
- Les caisses et les bureaux ayant une valeur de 2000 pesos.
- 400 quintaux de maïs ayant une valeur de 100 pesos.
- 30 bœufs à sept pesos chacun, valeur totale 210 pesos.
- 15 vaches à quatre pesos chacune, valeur totale 60 pesos.
- 15 juments à 4 pesos chacune, valeur totale 60 pesos.
- 600 moutons de castille à 4 reales chacun, valeur totale 300 pesos.
- 28 porcs à 8 reales chacun, valeur totale 28 pesos.
- 8 vieilles mules à 4 peso chacune, valeur totale 32 pesos.
- 3 pioches de fer à 8 pesos chacune, valeur totale 24 pesos.
- 8 socs à 5 pesos chacune, valeur totale 40 pesos.
- 32 pelles de fer à 2 pesos chacune, valeur totale 64 pesos.
- 2 haches à 2 pesos chacune, valeur totale 4 pesos.
- 20 "oses", valeur totale 4 pesos.
- 8 fanègues de maïs, valeur totale 200 pesos.
- 6 sacs de pommes de terre, valeur totale 50 pesos.
- Semences d'orge, de 10 fanègues, d'une valeur totale de 50 pesos.
- Semences de fèves, d'une fanègue, valeur totale 6 pesos.

Valeur totale de l'inventaire 12 740 pesos.

Adjudication de l'hacienda Cuzubamba, 04-IX-1736.

L'adjudication est réalisé pour une quantité de 10 000 pesos et l'acheteur est Frère Juan de Rivera, Procureur Général du Couvent de Santo Domingo. Il faut tenir compte dans l'adjudication qu'il y a une colline en litige qui appartenait auparavant à l'hacienda Cuzubamba.

Testament d'Augustina de Lara. Propriétaire de l'hacienda Cuzubamba, 07-VII-1766.

En 1736, Frère Juan de Rivera, lors de l'achat de l'Hacienda Cuzubamba, n'était qu'un acheteur susceptible, étant donné que c'était Augustina de Lara qui fournissait l'argent, avec l'aide d'un document où figurait cette transaction. Frère Rivera n'était alors qu'administrateur.

A la mort de Frère Rivera, les pères du Couvent de Santo Domingo veulent s'approprier l'hacienda, mais Agustina Lara leur intente un procès, avec l'aide de l'Avocat Mariano Monteserrín, mais celui-ci lui demande l'hacienda Cuzubamba comme honoraire, ce qu'accepte Agustina Lara. Monteserrín gagne le procès et par conséquent, l'hacienda.

Conclusion du procès I. Acevedo - J. Caballero

Le Juge de la cause (Maire Ordinaire) dicte une sentence en faveur d'Ignacio de Acevedo.

4.2 Témoins présentés par Monteserrín

Tous les témoins affirment que les terres et les eaux qui sortent de Tostonchupa et de Curiquinguí appartiennent à l'Hacienda Cuzubamba.

4.3 Sentence

Le Juge dicte une sentence en faveur de Monteserrín et ordonne au "Lieutenant des Plaintes" des villages de Guayllabamba et du Quinche de restituer à Monteserrín ce dont il a été dépouillé.

4.4 Constatation de visu et possession effectuée par le "Lieutenant des Plaintes" des vilages du Quinche et de Guayllabamba.

Constatation de visu

Mariano Monteserrín présente les titres de propriété de son hacienda, dans lesquels figurent les limites où se trouvent les endroits en litige : les titres présentés par Monteserrín sont :

- Le titres d'achat-vente de Joseph Caballero en date de 1713.
- Un autre titre d'achat-vente de Pedro de Lemes, qui a conclu un achat avec les héritiers de María Valverde, première propriétaire, environ à l'époque de la conquête, c'est à dire en 1540.

Il est aussi dit que les terres de Guanguilquí étaient à l'époque peuplées d'indiens, mais qu'aujourd'hui, ils ont disparu de ces endroits.

"... et en effet, après avoir procédé a la démarche, j'ai reconnu le canal d'irrigation et les versants de l'endroit nommé Chimborazo, qui continuant vers l'hacienda de Cuzubamba, il était évident que la prise d'eau avait été démolie à sa source, sans laisser apparaître d'autre utilisation au canal d'irrigation que la preuve de l'avoir utilisé..."

"... Et sans douter que les terres parcourues, avec leurs noms et leurs limites, figuraient dans cet acte, et qu'elles appartenait à l'hacienda de Cuzubamba, ainsi que la colline, que l'on nomme l'enclos de Tostonchupa, au sein des deux saignées qui ont été exposées, concerne cet enclos dans le titre manifesté, avec le propre nom de Tostonchupa : il a demandé que soit également lu, pour une meilleure connaissance de sa propriété, le testament de Caballero, pour la confirmer, ainsi que la possession qu'il a eue jusqu'à sa mort de l'enclos et des collines, sans que personne ne le contredise, pas plus qu'à Pedro de Lemes, qui l'a acheté aux premiers possesseurs, qui furent les héritiers de María Valverde, dans les premières années du siècle dernier, selon ce que l'on a fait figurer dans leur acte respectif, où figure l'écriture de vente et la conformation qu'a octroyée d'elle Monsieur le Lic. Miguel de Ibarra, vers 1607, avec des ajouts à cette ancienne propriété; quatre-vinst ans auparavant María Valverde ayant été propriétaire de l'enclos de Tostonchupa, et des endroits se trouvant sur les terres qui appartenait alors aux indiens de Gualguilquí, et qui appartiennent aujourd'hui à l'hacienda du Père Acevedo, puisqu'il n'y a plus d'indiens..."

Possession

"... Ayant conclu les démarches annexes à la comission dont elles résultent complètement, la spoliation étant prouvée, faisant appel à la justice et satisfait de la justification prouvant que les actes et les témoins avaient été induits en erreur, je mis en pratique l'exécution de l'ordre et par conséquent, j'ai restitué le bétail, ses terres et ses eaux au Dr. Mariano Monteserrín qui en reprit possession, buvant l'eau des versants, transportant herbes et mottes de terre d'un endroit à l'autre et fit en sorte qu'avec ses gardiens de bétail, il s'empara de la maison, les faisant se promener, s'asseoir dans cette maison,..."

4.5 Le jugement se poursuit avec des témoins présentés par M. Acevedo

"Ce qu'il peut affirmer en toute vérité, c'est que les eaux de Yerbabuena Pogyo, et celles qui naissent de Tostunchupa, ont été vues devier depuis plus de vingt ans dans cette partie, vers l'hacienda de Guanguilquí, appartenant à la partie qui le présente et non à celle de Cuzubamba..."

"... Dans le même ordre d'idée, il est vrai qu'à travers les terres de Curiquingue Pamba, coulent deux filets d'eau, dits de Yerbabuena Pogyo, et tous deux vont s'incorporer à la source d'eau qui descend de Tostunchupa; si ces deux sources d'eau n'avaient pas l'apport de la source d'eau de Tostunchupa, elles ne suffiraient pas à l'irrigation, pas même dans la partie inférieure haute de l'hacienda de Guanguilquí, étant donné son faible débit..."

"... De même, il est vrai que cette hacienda de Cuzubamba possède par ailleurs une bonne portion d'eau qui sort d'une ravine appelée LATACHUPA..."

"... De même, le témoin a su qu'un indien, cacique principal du village de Guayllabamba, nommé Cuzubamba, vivant du côté de Guanguilquí, possédaient de nombreuses terres dans ces "paramos", d'où son surnom, l'homme de Cuzubamba; cet indien fut "abuelengo" du témoin, étant donné que c'est son GRAND-PERE qui le lui avait raconté..."

"... Qu'il est vrai que l'hacienda de Cuzubamba, qui appartient au père RIVERA, et qui appartient aujourd'hui à ce Licencié, possède une bonne quantité d'eau, qui sort d'une ravine appelée la CARBONERIA, située au milieu de cette même hacienda, et qu'elle est la seule dont ont toujours profité ses anciens propriétaires, et aujourd'hui ce même Licencié..."

5. Sentence, 03-VI-1768

Le jugement conclut en faveur de Manuel Acevedo, l'autorité (Président de l'Audience Royale) ordonnant que lui soient restituées les terres et les eaux en litige pendant ce conflit.

"... Doit être restituée au Dr. Don Manuel de Acevedo la possession d'endroits et d'eaux que le Lieutenant Juge des Plaintes du village de Guayllabamba avait octroyée à Don Mariano Monteserrín, en lui réservant intact son droit de jouissance de la propriété..."

Possession, 28-VII-1768

"... Monsieur le Major, Francisco Villacís, Maire ordinaire de cette ville... La partie du Dr. Don Manuel Acevedo, prêtre, exigeant, par l'intermédiaire de l'Audience Royale de la ville de Quito, que lui soit restituée la possession des terres et des eaux, s'est rendu sur les terres de Tostunchupa, Curiquingupamba, El Pogyo et Chimborazo, et prenant par la main le Dr. Don Manuel, le remit en possession en le promenant, lui remettant, de façon réelle, actuelle, corporelle, "Velguas" de ces terres, un enclos et une petite maison, situés à pala rumi et des eaux, qui descendent de là; ce dont l'avait privé Don Mariano Monteserrín... les limites de ces terres deviennent ainsi plus claires, dit-il à partir du sommet de la ravine; ces limites divisent les deux haciendas de Cuzubamba et de Guanguilquí, en droit jusqu'en haut, jusqu'à arriver jusqu'à la saignée qui représente la fin de l'hacienda nommée Cangagua, qui appartient à Francisca Peñalosa, et qui appartient aujourd'hui à sa Majesté (que Dieu la garde) et qui fit partie des biens ecclésiastiques jésuites; et ayant éliminé la sécheresse à l'endroit où actuellement le Lic. Mariano Monteserrín faisait venir les eaux du Chimborazo et de Tostunchupa pour son hacienda, et en les faisant se diriger vers la prise d'eau appartenant au Dr. Manuel de Acevedo.

Il en a pris possession après avoir arraché les herbes, éparpillé les mottes de terre, se vautrant sur ses terres, buvant les eaux de la prise d'eau ainsi qu'en accomplissant d'autres actes de véritable prise de possession.

6. Appel au Vice-Roi, Santa Fe, 17-II-1775

Le Lic. Monteserrín demande que le jugement soit poursuivi étant donné qu'il n'est pas conforme à la sentence; le Vice-Roi intervient donc et ordonne que l'affaire soit poursuivie. Malgré cela, le document est incomplet ou il n'est pas donné suite (j'opte pour la première solution).

4

"... L'excellentissime Vice-Roi, ayant été mis au courant de la plainte qu'a formulée, dans son Gouvernement supérieur, Don Mariano Monteserrín, par le retard qu'a eu l'Audience Royale dans l'affaire qui traite de la spoliation de terres; son récit ne pouvant être obtenu après six ans de poursuite et de tout ce qui est manifesté; son excellence a délibéré en sa présence et grâce à une requête adaptée, Votre Seigneurie est avertie que bien que ces affaires concernant la terre soient du ressort du gouvernement, elles doivent être réglées par Monsieur le Président car elles le concernent de manière privée en première instance. Votre Seigneurie doit essayer, une fois établie dans ce Tribunal, de se prononcer de façon la plus brève, c'est pourquoi je vous transmets une requête adaptée, afin qu'une fois Votre Seigneurie mise au courant, elle rende la justice nécessaire; Ainsi, mis au courant, vous saurez que faire pour son exécution, que Dieu vous garde dans sa grande bonté pendant de nombreuses années.

7. Propriétaires de l'hacienda San Isidro de Cuzubamba

María Valverde, vers 1540.

Pedro de Lenis l'achète aux héritiers de María Valverde en 1607 (une partie du document prétend que c'est en 1562).

Joseph Caballero, 1713. On ne spécifie pas à qui Juan Barona l'achète. Au nom d'une fille de Caballero de 1721 à 1734.

Fray Juan Rivera au non d'Agustina de Lara, 4-IX-1736

Lic. Mariano Monteserrín, août 1764.

8. Propriétaires de l'hacienda Guanguilquí

Capitaine Juan Francisco de Cáceres, 8-V-1662. 15 "caballerías" il la vend à Miguel Suárez de Figueroa en 1665.

Clemente Suárez hérite du propriétaire antérieur en mai 1681.

Jacinto de Arguello l'achète le 21-V-1689.

María de Luna, sa femme en hérite. Sans date.

Vicente Lucarqui y Cabueñas. On ne spécifie pas si c'est un achat ou un héritage. 27-I-1711.

Manuel de Acevedo. Héritage. On ne spécifie pas la date de son entrée en possession, mais on sait qu'il la possède au moins jusqu'en 1775, date de conclusion du document.

Note

La Caisse 245 du fond terre, 22-VII-1873, contient 2 plans de l'hacienda Cuzubamba. Il est cité dans de document que Manuela Monteserrín (sans aucun doute parente de Mariano Monteserrín), vend l'hacienda à Don Ignacio Sáens, le 28 novembre 1821.

- Un certain monsieur Ascásubi adjuge l'hacienda en 1850.
- Ascásubi la vend à un certain Coronel Castro. Sans date.
- Castro la vend en 1853 au mari de Mercedes Larrea; cette dernière en est propriétaire jusqu'en 1875 au moins.

PROCES N°2

Juana Carillo et Ambrosio Crespo sur les eaux et canaux d'irrigation à Pucarsol et Pinguiles

14-VII-1758, 185 folios
Archives Nationales, fond terres, caisse 80

1. Acteurs

Juana Carillo de los Ríos, veuve du Capitaine Luis Xavier Izquierdo del Prado. Accusateur.
Ambrosio Crespo. Accusé.

2. Localisation

Province de Cañar, haciendas : Pucarsol, Puente, San Pedro, Chiripongo, Puente Vieja; canaux d'irrigation Chiripongo, Curiquingue, Chusllig, Lluillán ou Yanasacha, Nar; rivière Cañar, ravine Tentaguaico, endroits : Burgay, Bueste, Buerán (colline), Curiquingui, Malal, terres des Pinguiles (indiens), Tambo viejo, Nar, Puente vieja, Chac, Yurarquinua, Moraspata.

3. Résumé

Permis pour réaliser une constatation de visu, Quito, 09-IX-1758

"Votre Altesse confère ordre et comission pour réaliser une constatation de visu et élaborer un plan des canaux d'irrigation dans les "estancias" de Pucarsol et Pinguiles..."

Demande, 18-II-1758

Juan Miguel Mosquera, au nom de Carillo, expose :

- qu'il réclame la totale propriété des eaux de l'Hacienda Pucarsol.
- que ces eaux sont le canal d'irrigation nommé Chiripongo, qu'a sorti à ses frais des hauts de Burgay le Capitaine Santos de Ibañez, comme le canal d'irrigation de Curiquingui qui sort des hauts de Bueste et de la colline de Bueran qui a également été sorti par Ibañez; les indiens Pinguiles n'ont pas eu accès à ces eaux, Ibañez tolérait qu'il en prennent un peu pendant la nuit, mais ils n'ont jamais eu plus de droit que celui octroyé.
- que le canal d'irrigation de Curiquingue est situé plus bas que celui de Chirifongo.
- que Alonzo de Enderica, curé du village de Cañar, jouissait de ce canal d'irrigation (celui qui part de l'endroit nommé Curiquingui), et qu'il a pris une autre portion d'eau d'un endroit nommé Malal; Xavier Izquierdo était embarrassé qu'il fasse passer l'eau au-dessus de son canal d'irrigation; ensuite, les eaux se sont unies et partaient également vers Pucarsol et l'Hacienda de Puente de ce docteur.
- que le canal d'irrigation de Chiriboga appartient entièrement à Pucarsol, et l'autre lui appartiendrait également si Izquierdo, sous les pressions de Enderica, n'avait pas refusé donner une partie de cette eau.
- que ces droits figurent dans l'Ecriture de Vente faite au Maître de Camp Juan Ximenez Crespo par le capitaine Santos de Ibañez; dans celle octroyée par Leonor de la Rosa en faveur d'Izquierdo, son mari.
- que Santos de Ibañez a vendu au Sous-Lieutenant Joseph de Galarza, propriétaire de l'Hacienda El Puente, une partie des eaux, mais pas toutes, et que dans l'écriture rédigée par eux deux, il manque encore la signature et l'acceptation de Galarza.

Contre-Demande, 04-IV-1758

De Carlos de Larryn, au nom du Maître de Camp, Ambrosio Ximénez Crespo, expose :

- qu'Ibañez a sorti les eaux mais en accord avec les indiens Pinguiles, dont les terres lui appartiennent désormais.
- qu'Ibañez a sorti les eaux de Bueste à ses frais, avec l'aide des indiens Pinguiles et d'autres voisins qui possédaient des terres à Purcasol, pour accroître le peu d'eau de Curiquingui propres à la communauté des indiens, et que cela se transforma ainsi en système d'eaux incomplet.
- que les eaux ont été sorties par Ibañez pour l'Hacienda el Puente et non pour celle de Pucarsol, parce que cette dernière était destinée à l'élevage des moutons où Ibañez semait à peine un peu d'orge pour aider les indiens bergers, et c'est pour cela que lorsqu'il vendit l'Hacienda El Puente à Galarza, il a également vendu l'action des eaux, non seulement de celles de la ravine mais surtout de celles qu'il sortit de Bueste; ensuite, lorsqu'il a vendu l'hacienda de Pucarsol à Crespo, il l'a vendue sans eaux, car il ne pouvait pas vendre ce qui avait été vendu à Galarza en 1705.

Plaidoirie

Le Capitaine Pedro de la Piedra Pérez dit, au nom de Juana Carillo :

"... Ayant signalé V.A, au début de la constatation de visu, aujourd'hui, 11 août, comment en effet, on commença et on mit en évidence trois canaux d'irrigation : le premier que l'on appelle Chusllig; le deuxième, Curiquingui et le troisième, alias Yanasacha, situé entre les deux précédents; le canal d'irrigation de Curiquingui, appartient à l'ancienne Communauté, et il était de même utilisé par les religieuses pour irriguer l'"estancia" de Bucarsol avant que le Capitaine Santos Ibañez sorte le canal d'irrigation de Chiripongo destiné à l'irrigation de l'hacienda de Bucarsol, après que ce même Capitaine ait acheté le canal d'irrigation aux religieuses; j'ai montré l'ensemble des trois canaux d'irrigation à V.M. Le vieux canal d'irrigation de l'"estancia" de Bucarsol, celui qui va depuis la jonction de ces canaux d'irrigation jusqu'au moulin, arrosant la plus grande partie de l'"estancia" et dont l'"estancia" ne jouit pas à l'heure actuelle; c'est pour cette même raison que j'ai signalé à V.M. que ces eaux fournissaient l'"estancia" d'Alonso de Enderica et les autres voisins du vieux Tambo; et ainsi, nous sommes descendu et j'ai montré que le canal d'irrigation de la grande rivière qui va directement au moulin de l'"estancia" de Bucarsol, qui fait fonctionner ce moulin, ne peut irriguer, et il n'est pas non plus possible qu'il irrigue cette "estancia", pas plus que l'hacienda de San Pedro; de même, nous nous sommes rendus à l'"estancia" d'Alonso de Enderica qui a appartenu à Joseph López de Galarza, et j'ai montré de quelle façon les trois canaux d'irrigation, appartenant à la Communauté, descendaient, traversaient l'hacienda d'Alonso; de même, j'ai signalé à V.M. et au greffier présent, comme tout ce qui a été dit, un autre canal d'irrigation appelé "Nar" qui baigne l'hacienda du Puente, propriété de cette "estancia", l'action appartenant à ce canal d'irrigation du Nar; et de même, j'ai montré comment l'hacienda du Puente qui a appartenu à Joseph López de Galarza ne délimite pas et n'a jamais délimité Puente vieja mais l'"estancia" des indiens Pinguiles et non pas les terres du Capitaine Santos de Ibañez qui appartient à Bucarsol, à côté de celle des indiens Pinguiles, jusqu'à aujourd'hui, et dont jouit Ambrosio Crespo, ce qui est vrai."

Troisièmes plaignants, 12-VIII-1758

"Les personnes s'intéressant à l'eau de la communauté, du haut de Quiriquinga, signant ci-dessous", disent :

- que dans le litige entre Carrillo et Crespo ne sont pas compris les canaux d'irrigation irrigant les "estancias" du vieux Tambo et ses contours, complètement indépendants de Pucarsol.
- qu'à la demande du mandataire de Carrillo, une "constatation de visu" a été réalisée (le 11 août) de ces canaux d'irrigation, qui sont indépendants : l'un nommé Yanasacha, et qui fournit la population de Cañar; l'autre, nommé Chusllig, et le dernier, celui du vieux Tambo.
- que ce mandataire a prétendu faire croire que l'eau de Tambo viejo était l'eau de Quiriquinga, ce qui est faux car elles sont différentes : celle de Quiriquinga vient de l'endroit portant le même nom, appartenant à cette Communauté, qui descend des hauts de Quiriquinga et traverse une glaisière blanche dans le lit duquel se mêle celle que le Capitaine Santos de Ibañez a sortie à ses frais, et celle que Alonso de Enderica, curé de ce village a sortie.

- que le mandataire déjà cité a voulu changer les noms d'eau de Tambo viejo en canal d'irrigation de Quiriquinga, prétendant vouloir être seul à avoir un droit sur cette eau alors que celle-ci appartient à la communauté.
- qu'il sera interdit de changer les noms, en donnant à l'eau de Tambo viejo le nom de Quiriquinga et au canal d'irrigation de Quiriquinga, appartenant à "notre communauté", le nom de canal d'irrigation San Pedro, alors que le mandataire n'a de droit que sur la partie de l'"estancia de Pucarsol", pour des raisons communautaires, et en aucun cas sur l'hacienda de San Pedro.

Constatation de visu

"A l'endroit nommé Chaca, de la propriété et de la maison de Luis Pinguil, contigüe aux hacienda d'Ambrosio Crespo et de Juana Carrillo, située sur les limites du village de Cañar, juridiction de la ville de Cuenca, le 14 août 1858, les autorités et les parties disent que :

Le 11 août, ils ont quitté Pucarsol pour faire une reconnaissance sur l'origine des eaux en litige, et après avoir parcouru environ une lieue et demie, une forte tempête les a forcé à s'arrêter; les eaux en litige n'ont pu être vues, mais à la demande de Carrillo, d'autres eaux et canaux d'irrigation ont été examinés, un qui était sec, ainsi que les limites et les bornes de l'hacienda du Puente, tout comme le canal d'irrigation du moulin.

Le 12 août, ils sont montés jusqu'à l'endroit où naît le canal d'irrigation de Santos Ibañez; ils ont reconnu le cours des canaux d'irrigation depuis Pucarsol jusqu'à son origine; ayant reconnu cette origine, Chiripongo, ils ont aussi constaté qu'il s'y introduit un autre canal d'irrigation, celui d'Enderica qui prend son origine dans un endroit nommé Yurarquinua, et qui suit son cours jusqu'à la naissance de celui qui a été sorti par Ibañez, jusqu'à un endroit où s'arrête celui d'Enderica, à deux lieues environ. Et il court sur les flancs de la colline de Chiripongo et les hameaux de Bueste jusqu'à arriver, après environ deux lieues de trajet, à un endroit où tombe une source d'eau nommée Bueran.

On a présenté un acte semblant montrer que le Capitaine Francisco Ponce, Lieutenant de mairie du village de Cañar (30-X-1711) a délivré un acte de possession en faveur de Juan Feido de Morales et d'autres voisins qui prouvèrent l'acte de spoliation d'un canal d'irrigation venant des hauts de Curiquinga et destiné aux terrains ensemençés des voisins de Tambo viejo jusqu'à Nar; la personne spoliée est le Sergent Major Juan Jimenez Crespo. Il semble qu'il n'en ait pas reçu la propriété.

Sur la base de cet acte, il a été prétexté que les eaux descendant de Bueran sont destinées à l'irrigation de la Communauté. Des témoins ont dit qu'avant qu'Ibañez sorte son canal d'irrigation, ce dernier, ainsi que les voisins et indiens de Pinguiles irriguaient en communauté, grâce à l'eau de Bueran et grâce à celles des deux autres canaux d'irrigation se rejoignant; après qu'Ibañez ait sorti son canal d'irrigation, il n'irriguait plus que grâce à celui-ci et à l'eau de Bueran, sans profiter des autres actions qu'il possédait sur les eaux de Communauté; c'est pourquoi le canal d'irrigation qui depuis Bueran s'incorporait aux canaux d'irrigation de la Communauté a été bouché.

Maître Parra, qui fut curé de Cañar profite aussi d'un autre canal d'irrigation sortant des flancs et des versants de Bueran; il y a 50 ans, Ibañez abandonna les possessions qu'il avait sur les canaux d'irrigation de la communauté et celles qu'il avait à Bueran; à partir de cet endroit, à peu de distance, il a été reconnu un canal d'irrigation qui s'arrête à l'endroit de San Pedro. Et de même, à cet endroit, on reconnaît une partie du canal d'irrigation dont on dit qu'il aurait été cassé pour séparer l'eau d'Ibañez, dont on disait qu'elle appartenait à Eugenio Urquizo et dont la cassure était déjà faite; et à partie de cet endroit de Bueran et du canal d'irrigation courant qui se sépare à San Pedro, court le canal d'irrigation qui appartenait à Ibañez et à ses héritiers, jusqu'à un village appelé Canelguaico, à une distance d'une demie lieue environ, à l'endroit duquel se partage l'eau du canal d'irrigation qu'Ibañez mélangea avec celui de Alonso Alonso Enderica, qui dans un canal particulier le dirige à travers les terres de Tambo viejo jusqu'à l'hacienda du Puente que l'on dit appartenir à Urquizo, et le canal d'irrigation d'Ibañez continue à travers les terres appelées Taluguaico appartenant à Juana Carrillo, d'une superficie d'environ 12 "cuadras", dans laquelle on trouve un canal d'irrigation qui aurait été sorti par Ambrosio Crespo; 6 ans se sont écoulés; à travers les terres de Carrillo circule le canal d'irrigation sur environ 20 "cuadras", le dernier reste d'eau se divise à peu près de moitié selon ce que l'on voit alors dans les "estancias" de Don Ambrosio et de Doña Carrillo.

En résumé trois canaux d'irrigation ont été reconnus : celui de Churllig, à partir duquel en naît un autre à une distance d'environ 1 "cuadra" et qui viennent du pied de Bueran que l'on appelle Moraspata; un autre canal d'irrigation appelé Yamasacha, qui, à partir de l'endroit où il naît, aurait une lieue de distance jusqu'aux terres de Tambo viejo, et dans lesquelles les trois canaux

d'irrigation auraient été réunis; et on dit qu'ils servaient à l'irrigation commune de toutes les haciendas de Tambo viejo et de celles du Puente; à partir du point de réunion de ces trois canaux d'irrigation, on a reconnu un vieux canal bouché et sans utilisation et dont les restes se voyaient autrefois depuis Tambo viejo, à travers la "estancia" qui appartient aujourd'hui à Don Ambrosio et à travers celle de Carrillo jusqu'au moulin de cette dernière; à cet endroit, on reconnut que de la rivière de Cañar, sortait un canal d'irrigation qui à partir de sa prise, parcourait 4 "cuadras" et qui se rend immédiatement au déversoir du moulin jusqu'à la rivière, sans que ce canal d'irrigation, à cause de sa situation si profonde et à cause de l'altitude des terres de cette hacienda, puisse l'arroser. A partir du moulin et des rives de la rivière il passa par l'hacienda du Puente; le fondé de pouvoir de Carrillo se renseigna sur les limites de cette hacienda et tous lui dirent qu'elle était délimitée par l'"estancia" de Los Pingüiles qui appartient aujourd'hui à Ambrosio Crespo et non par celle de Juana Carrillo, appelée Pucarsol; ensuite, on reconnut un autre canal d'irrigation venant d'un côté du village de Cañar, qu'ils appellent le canal d'irrigation de Nar, qui sert aux voisins de Nar et à une autre "estancia" du Puente, tout comme une autre que Maître Parra sortit de l'endroit de Bueran et qui s'incorpore aux autres eaux de la Communauté et qui sont utilisées comme ce qui a été rapporté ".

Documents fournis

1. Testament de Santos Ibañez de Iburguen. 04-X-1700. Il n'y a pas de renseignements sur l'irrigation.
2. Acte de vente de l'"estancia" Pucarsol donnée par Santos Ibañez à Juan Jimenez Crespo, aux limites du village de Cañar, qui est en haut attenante au chemin des Corrales et en dessous, à la grande rivière de Cañar, d'un côté avec les terres de l'indien Juan Pinguil, et de l'autre avec une ravine d'eau appelée Tentaguaico.

Sentence, 07-V-1759

L'Audience Royale de Quito déclare :

"Appartiennent à Juana Carrillo en tant que propriétaire des haciendas de Pucarsol, Cayquei et San Pedro, les eaux qu'a sorties Santos de Ibañez de Iburguen de l'endroit nommé Chiripongo; en vertu de cela, elle les utilisera comme bon lui semble; Ambrosio Crespo, continuera à utiliser l'eau que lui offrit volontairement Xavier Izquierdo en tant que gendre, si Juana Carrillo le permet, et sinon on fermera le flux qui est ouvert dans ce canal d'irrigation".

Ambrosio Crespo devra utiliser pour ses haciendas, seulement la moitié de l'eau qu'à ses frais, sortit et incorpora au canal d'irrigation de Santos Ibañez, le docteur Alonso de Enderica qui vendit ce canal en même temps que son hacienda du Puente au Maître de Camp Eugenio de Urquizo, par le biais d'une écriture faite à Riobamba le 2 juin 1750, et dans laquelle ce docteur nommé ci-dessus explique qu'il a sorti ce canal d'irrigation à ses frais et l'incorpora au canal d'irrigation de Santos Ibañez, et dont jouissent aujourd'hui le docteur nommé ci-dessus ainsi que Xavier Izquierdo, sans qu'il y ait un autre possesseur de cette eau et de ce canal; et cette moitié de l'eau qui appartient au docteur Enderica, c'est Ambrosio Crespo qui en profitera, pour la lui avoir vendue le Maître de Camp Urquizo par un jeu d'écritures signées à Riobamba le 21 mai 1757, après le début de ce différent en vertu de la possession, qui fut transférée par le docteur Enderica par le biais d'une vente; l'autre moitié de l'eau qui appartient au docteur Enderica sera utilisée comme bon lui semble par Urquizo en tant que propriétaire, sans qu'il ne reste un quelconque droit au docteur Enderica sur cette eau qui court dans le canal d'irrigation que sortit Santos Ibañez à ses frais puisqu'il l'a cédé. "

Le 29 août 1759, fut confirmée la sentence notée plus haut.

Acte Final du 3-IX-1759

Le Tribunal de l'Audience Royale de Quito déclare.

Qu'Ambrosio Crespo doit profiter de la moitié de l'eau que lui a vendu Eugenio de Urquizo, la faisant courir à travers le canal Guaico; "et que se ferment les flux des numéros 13 et 14 en fonction de ce qui a été ordonné et que l'on n'admette plus d'écrit sur ce sujet".

Note

Dans la dernière feuille du document, on constate que Ramón Jaramillo, au nom de José Seminario et Landivar, à Quito, le 8 avril 1804, demande les copies des jugements notés ci-dessus et constate que l'hacienda de Chilipongo qui était celle de Juana Carrillo, est maintenant entre ses mains.

PROCES N°3

Entre Joaquín Lopez de la Flor et Gregorio de Larrea au sujet de la propriété des eaux de San Buenaventura

14-X-1773, 180 feuilles
Archives Nationales, Fond terres, caisse 105.

1. Acteurs

Le Capitaine Joaquín López de la Flor, Maire Ordinaire de Premier Vote, et Juge sub-délégué de Biens de Défunts. Accusateur.

Le Général Gregorio de Larrea y León. Accusateur.

2. Situation

Province d'Imbabura, Urcuquí, Hacienda San Buenaventura

3. Résumé

López de la Flor expose (1771).

Qu'il est le possesseur et le propriétaire légitime de l'Hacienda de canne à sucre et des raffineries du village d'Urcuquí dans la juridiction d'Otavalo et dont l'irrigation se fait grâce aux eaux sortant de la ravine dite de Hospital, et dont l'origine est connue comme étant le " Río Blanco ".

Que de ces eaux, fut destinée à l'usage de l'hacienda et de ses maîtres, seulement une partie déterminée, qu'ils recevaient par l'intermédiaire d'un répartiteur de pierre placé à un endroit affecté de façon permanente à la famille Recalde et à ses héritiers pour que, pas même eux n'en abusent au détriment des autres propriétaires d'haciendas, des communautés indiennes et des voisins du village, en assignant à chaque hacienda ce qui lui était dû.

Lorsque vint le moment où Joseph Recalde prit possession des haciendas de San Vicente, San Buenaventura et de San Joseph, " après l'exécution testamentaire de Joseph de Grijalva y Recalde succédant à la mort de Joseph Recalde ", quand se posa le problème du partage entre ses héritiers, ils décidèrent, par permission gracieuse et temporaire, que momentanément, les propriétaires, membres consanguins de la famille, de l'hacienda en question de San Buenaventura, continueraient à profiter ainsi du répartiteur cité ci-dessus, comme de toute la portion d'eau, en tenant compte du répartiteur pour l'irrigation permanente, et de cette portion, dans le but unique de moudre la canne à sucre dans la raffinerie de " Ingenio ".

Après avoir profité de cet unique usage, ils devaient laisser passer l'eau directement " à l'hacienda San Joseph, qui m'appartient, ainsi que dans les terres des indiens ".

Qu'ainsi, il ne restait aux possesseurs de San Buenaventura que " le droit d'irriguer deux jours et deux nuits grâce au canal d'irrigation du village ", c'est à dire que l' " on a seulement autorisé les Recalde et leurs héritiers à utiliser ce répartiteur pour leur usage permanent ".

Que ce qui se passe, c'est que Gregorio de Larrea "a dépassé ce auquel il avait droit en eau, par le biais de cet répartiteur, provoquant ainsi l'usure de la pierre qui est installée maintenant de telle façon que l'eau se précipite avec une plus grande violence, recueillant une quantité plus importante que celle qu'elle peut contenir proportionnellement à ce qui est ajouté, et sur les côtés de la pierre s'introduit une plus grande quantité d'eau, et en même temps, une grande partie de cette eau est déviée de son cours, et sous prétexte de broyage, il empêche une grande partie de cette eau d'être utilisée pour l'irrigation".

Que pour cette raison, ses plantations de canne à sucre manquent d'eau, et il demande donc "qu'il soit ordonné à Gregorio de Larrea de n'utiliser cette eau du village que pendant les deux jours et deux nuits accordés pour son hacienda de San Buenaventura".

Que Larrea n'étant pas parent des Recalde, aucun droit ne peut lui être accordés, sauf ceux qui lui ont été établis.

Gregorio de Larrea expose :

Que dans le village de San Miguel de Urcuquí, juridiction d'Otavalo, j'ai possédé avec le titre d'acheteur, l'hacienda de San Buenaventura qui échut à Ana de Recalde à la mort de son mari Joseph.

Que le répartiteur qui est en litige possède une pierre appelée Bayllo, parce que celui qui lui donna son nom s'appelait Bayllo.

Que la dite pierre fut enlevée de son site par on ne sait qui, mais l'on sait que cette pierre "Bayllo" existe dans l'hacienda de San Joseph appartenant à Joseph de Grijalva.

Que pour cela, il souhaite avoir des informations afin de remettre cette pierre dans son site d'origine parce que celle qui existe actuellement est d'une cavité plus petite et enlève ainsi une grande partie de l'eau.

Que - dit-il de façon ambiguë - de la Flor pourrait lui voler de l'eau, car l'hacienda de San Vivente est située plus bas que celle de San Buenaventura.

C'est ainsi que l'on a volé, par le biais de "conduits cachés", à Nicolas de la Guerra, propriétaire de l'hacienda San Joseph, au profit des haciendas San Nicolas et San Vicente, situées plus bas.

Que ni Grijalva à son époque, ni Guerra, "qui est le premier à avoir un droit sur ces eaux" qui descendent à travers son hacienda San Buenaventura, n'ont jamais reçu la moindre plainte de préjudice.

Que "Don Joseph de Grijalva a publiquement acheté l'hacienda de San Buenaventura et l'a ensuite échangé avec Francisco de Villacis, recevant celle de San Joseph, sans qu'en une ou autre occasion, on ait évalué l'acte négligeable de partage fait par les Recalde".

Documents fournis présentés par López de la Flor.

2-V-1757

Dans l'hacienda San Joseph, aux limites du village d'Urcuquí, juridiction de San Luis de Otavalo :

Le Capitaine Joseph de Grijalva y Recalde, Régisseur Perpétuel et Maire Provincial de la ville de San Miguel de Ibarra et du siège de San Luis de Otavalo, et;

Francisco de Villacis y Recalde exposent :

Francisco possède en toute propriété des haciendas appelées "San Joseph de Cañaverales y trapiches de Ingenio Real" et "Pisangacho de Pan Sembrar" situées aux limites du village d'Urcuquí; il possède deux troupeaux de vaches appelés Pantavi et Abagag qui se trouvent aussi dans la juridiction de San Miguel de Ibarra, sur le site de Yanaurco. Il les a en toute propriété, avec tout ce qui en fait partie, en vertu d'une cession faite par María de Sola y Robles, veuve du Maître de Camp Recalde y Aguirre et grand-mère de celui qui expose ici, Francisco de Villacis y Recalde.

Cette cession, elle la fit le 29 juin 1755, en tant qu'héritière universelle du docteur Esteban de Recalde y Sola, prêtre curé et vicaire juge ecclésiastique, son fils légitime qui acheta les biens nommés ci-dessus à son père Manuel de Recalde.

Pour cette cession, Francisco de Villacis paya 69 210 pesos, de 8 et 6 reals.

Que l'hacienda de San Joseph a une superficie de 73 "cuadras" de plantations de canne de différents âges et qualités, qu'il a proposé de céder ces biens à Joseph de Grijalva y Recalde car il était dans l'impossibilité de payer les dettes qu'il avait hérité en même temps que ces biens.

Les limites de ses propriétés sont les suivantes :

L'hacienda San Joseph : elle est limitée d'un côté par le couloir du chemin royal qui part de la ville d'Ibarra et va à Urcuquí par les terres du Llano de San Isidro et celles de l'hacienda de San Buenaventura; de l'autre côté, elle est limitée par une ravine qui naît de la Loma Redonda, appartenant à l'hacienda de San Nicolas et qui appartient aujourd'hui à Francisco López de la Flor et descend, faisant une limite avec les terres de l'hacienda de San Antonio de Purapunche, " et après l'hacienda, faisant une limite avec la tranchée formée par les terres de la ravine de San Antonio, et tout droit, cette tranchée va aux terres appelées Arcos et se termine dans le couloir du chemin Royal qui descend du village d'Urcuquí jusqu'aux Salinas et autres haciendas de son pourtour, et cette limite se poursuit avec le canal d'irrigation qui descend à travers la colline de Pucará, au niveau de Purapucheg et des terres de Joseph Santi Esteban et de celles des Arcos; elle passe aussi par la source qui se jette dans le canal d'irrigation qui descend vers cette hacienda de Saint Joseph jusqu'à une butte que l'on appelle Armas et par les terres des indiens du village d'Urcuquí, et cette limite se poursuit en droite ligne jusqu'à s'incorporer à la ravine de la Loma de San Nicolas, suivant un canal d'irrigation qui passe par le flanc de la Loma Redonda et par le pied du couloir qui va jusqu'à l'hacienda de San Vicente, appartenant au Général Francisco de la Flor, "et son canal d'irrigation qui tourne, et à la fin de ce couloir, la limite continue à partir de Pucará, la moitié correspondant à l'hacienda de San Vicente et l'autre moitié à l'hacienda de Don Joseph".

La ravine Pisangacho :

Elle est limitée d'un côté par une ravine profonde et sèche et les terres de l'hacienda Piquitola jusqu'à arriver au chemin royal Yanaurco; de l'autre côté, elle est limitée par la ravine de Pingunchuela et les terres de l'Héritier Joseph Freire de Andrade et plus en haut, par les terres appartenant à Ignacio Manosalvas; elle continue avec les terres de l'hacienda Ugubi appartenant à Pedro de Teran, "jusqu'à arriver tout droit au chemin royal de Yanaurco "; elle passe par le début de ce chemin royal et les terres du troupeau de El Hospital; et par en dessous, "traversée de part en part par un fossé qui va de ravine en ravine et par les terres de Pisango, le bas appartenant à l'hacienda de San Buenaventura".

On a exclu de l'échange les troupeaux de Pantaví et Abagag, les bœufs de labour, les mules de charge et de selle, les moutons, les outils et autres... En outre, on présente un inventaire de tous les autres biens de l'hacienda de San Joseph.

Joseph Grijalva possède les haciendas de San Buenaventura qui se compose de plantations de canne à sucre et de raffineries, celle de Pisango, la partie basse de Pan Sembrar; en outre, une plaine appelée San Isidro que lui céda María de Sola y Robles en partie de paiement d'une dette que son mari avait contractée en faveur de Grijalva.

Les autres terrains, ils les a obtenus -dit-il- "publiquement (aux enchères) ".

Grijalva se réserve, pour son usage et son service, "la colline située face aux deux haciendas de Pisangacho, appelées l'Enclos, partagées par une ravine ".

En ce qui concerne les eaux "qui descendent pour l'irrigation des plantations de canne à sucre de San Buenaventura, il faut comprendre qu'il n'y a que le canal de Pisangacho et la pierre de Pedro Baillo ", qui est la même que dans le partage qui se fit entre les héritiers de Joseph de Recalde y Aguirre et Doña Isabel Nieto y Araujo; "et ce partage concerna aussi San Buenaventura et Pisangacho ", qui furent adjugés à Ana de Recalde y Aguirre, veuve de Francisco de Estanillo y Osejo, "avec seulement le droit à cette pierre d'eau de ce village d'Urcuquí, et dans le but que lui échoient aujourd'hui les deux canaux d'irrigation : celui de l'hacienda de San Joseph, qui lui donne le choix d'user du droit de cette pierre de l'un des deux canaux d'irrigation ".

On signale que ce droit est valable tant qu'un membre de la famille en est possesseur.

On dit qu'il existe sur ces terres 88 "cuadras" de canne à sucre de tout âge.

On fait en outre un inventaire des objets existants, et parmi les cultures, on signale une plantation de luzerne garnde et récente ainsi que ses arbres fruitiers.

19-II-1715

En synthèse, on fait référence au partage des biens fait entre les fils légitimes et les héritiers du Maître de Camp Joseph Recalde y Aguirre et de son épouse Isabel Recalde Aguirre.

Il figure que, seul un membre de la famille Recalde, dans le cas où il le possède, pourra utiliser le répartiteur (pierre) qui arrose San Buenaventura; dans le cas où cette hacienda appartiendrait à une personne étrangère à cette famille, elle pourrait utiliser seulement le canal d'irrigation d'Urcuquí, qui appartient aux indiens d'Urcuquí, les deux seuls jours de tour d'eau qui lui correspondent.

On rappelle qu'il devait contribuer à part égale à la construction d'un canal d'irrigation. On ignore s'il fut construit ou non.

17-X-1661

Dans un jugement rendu par l'Audience Royale de Quito, on affirme ceci :

Joseph de Recalde n'a aucun droit sur les eaux d'Urcuquí, "*et que pour des raisons d'équité*", on lui accorde deux jours, le lundi et le mardi, pour qu'il en use, et qu'ensuite, il laisse passer l'eau à Urcuquí dans sa totalité.

On assigne à Juan Gonzalez Escobedo les rémanents qui vont au village, les samedi et les vendredi.

On donne ces mêmes droits à Joseph de Recalde, car il avait un droit sur le canal d'irrigation, étant donné le titre octroyé par le gouvernement à Pedro Dueñas Bayllo; et en raison de l'écriture de vente octroyée par Fernando Ulcuquiango, en faveur de Juan de León Sanabria, le 10-X-1586, on octroie ces mêmes droits à Escobedo.

Les deux personnes citées dans ce jugement sont en litige contre Sebastian Cabezas, Cacique Principal et Gouverneur d'Urcuquí.

02-I-1705

Fernando Rodriguez Lepe, au nom de Joseph de Recalde y Aguirre, sollicite "*un acte d'autorisation*" (copie) du titre que Pedro Vasquez, président de l'Audience en 1648, octroya à Pedro Dueñas Bayllo, concernant les rémanents du canal d'irrigation du village d'Urcuquí cette année-là.

Résumé de la documentation de 1648 :

Pedro Dueñas Bayllo dit que les indiens du village d'Urcuquí ont un canal d'irrigation qu'ils ont sorti il y a fort longtemps d'une ravine qui descend du "paramo" de Yanaurco, que l'on appelle de l'Hospital; "*que cette eau a une quantité suffisante pour faire fonctionner un moulin qui y est situé, et les rémanents de cette eau qui va se perdre dans la ravine pourraient presque faire fonctionner un autre moulin*"; il prétend que "*ces rémanents entrent par la prise d'eau et le canal d'irrigation des indiens, que cette eau se mélange à celle des indiens, à tel point que je peux la sortir et l'amener à mon hacienda; cette eau entre par le trou d'une pierre, trou d'une certaine taille, contrôlée par un greffier, et ressort par un autre trou de la même taille*".

Le Conseil de Justice et Municipal d'Ibarra expose que Pedro Bayllo, ayant fait une demande "*pour sortir un canal d'irrigation de la rivière et de la ravine appelée l'Hospital, qui descend des hauteurs de Yanaurco, d'où l'on sort deux autres canaux d'irrigation, l'un pour les indiens du village d'Urcuquí et l'autre pour Coñaqui, qui va aux haciendas du Capitaine Andrés de Sevilla*", qui en plus du fait que ces canaux d'irrigation emportent une eau suffisante, "*la quantité de ces rémanents qui se perd et entre dans le Río Blanco qui se dirige vers le Río Mira est importante*".

On réalise une constatation de visu sur l'ordre du Conseil Municipal et l'on dit que "la rivière dite de l'Hospital verse dans la rivière Blanco une grande quantité d'eau des rémanents des autres deux canaux qui sortent de cette rivière pour les indiens d'Urcuquí et les haciendas du Capitaine Andrés de Sevilla; grâce à ces eaux, fonctionnent deux moulins, et celles qui restent, si elles sont toutes récupérées, sont suffisantes pour deux autres moulins, et en sortant ce canal, afin de ne pas porter préjudice aux deux autres...".

On concède la pétition à Bayllo.

Document présenté par Joseph de Jijón y León, au nom de Gregorio de Larrea, 15-IX-1789
C'est un accord entre Fray Rafael Melo, curé doctrinaire, Patricio Valenzuela, cacique principal et gouverneur, et Antonio de la Muela, Protecteur des Biens Naturels, faisant tous partie de la Municipalité d'Otavalo, et avec une représentation de la Communauté indienne d'Urcuquí; d'un autre côté, le Commissaire de Cavalerie Joseph Grijalva y Recalde; ils disent :

Qu'Urcuquí possède un canal d'irrigation qui descend de la ravine de l'Hospital appelée Pisumbí; ils autorisent Joseph Grijalva à faire fonctionner deux moulins d'eau à partir de ce canal d'irrigation, toute la ravine Pisumbí appartenant à Urcuquí.

Sentence du 3-VI-1778

"Il est déclaré que l'hacienda de San Buenaventura appartenant à Gregorio de Larrea doit profiter des eaux que Joseph de Recalde a donné gratuitement à son fils Joseph, bien que ce Gregorio soit étranger à la famille des Recalde...".

L'exception proposée par de la Flor est rejetée.

**ARCHIVES NATIONALES D'HISTOIRE
FOND " TERRES "
DOCUMENTS SUR L'IRRIGATION**

CAISSE 1 (1560-1604)

18-IX-1582

Títulos demostrados por el Dr. Dn. Joseph Bustos de la Hacienda de aguas de Chillo. Provincia de Pichincha. Los Chillos. 45 fjs.

CAISSE 2 (1671-1687) [Fonds Civils]

06-V-1682

Autos de doña Francisca de Cespedes, viuda de Melchor Sánchez Carrascal contra Joan Mendes sobre una acequia de agua. Provincia de Imbabura. Yaguarcocha. 66 fjs.

CAISSE 10 (1680-1682)

19-III-1682

Expediente de Doña Clara de León sobre las aguas de las cuadras que fueron de Dn. Mariano Ubilus. Provincia de Pichincha. Quito. Santa Prisca. Iñaquito. 2 fjs.

10-X-1687 (No aparece)

Cristóbal de Santa Cruz con Alonso de León sobre la acequia de Natabuela. Provincia de Imbabura.

CAISSE 12 (1686-1688)

15-VI-1688

Diego de Almeida sobre la acequia de Agualongo. Provincia de Imbabura. Tontaqui. Acequia Agualongo. 2 fjs.

CAISSE 20 (1693)

07-VIII-1693

Pedro Sumarraga contra Gabriel Yerovi sobre acequia. Provincia de Pichincha. Quito. Cotocollao. Iñaquito. 21 fjs.

18-II-1693 (No aparece)

Reinaldo de León Negrete sobre acequia en Latacunga. Provincia del Cotopaxi.

CAISSE 21 (1694-1695)

18-V-1695

Gerónimo Martín sobre acequia en Yaruquí. Provincia de Pichincha. Yaruquí. 24 fjs.

CAISSE 23 (1696-1697)

19-I-1697

Autos de Don Antonio Onagoytia contra el Dr. Pedro Sumarraga sobre una acequia de agua. Provincia de Pichincha. Quito. Cotocollao. 33 fjs.

01-XII-1700 (No aparece)

Pedro de Villacrés sobre acequia. Provincia de Tungurahua.

CAISSE 27 (1701-1703)

12-V-1702

Miguel del Baño contra el capitán Pedro Alejandro Rocha sobre despojo de agua. Provincia de Chimborazo. Chambo. Hcda. Chugllín. 106 fjs.

21-I-1701

El Alférez Clemente Fuertes contra Antonio del Real sobre acequia en Urcuquí. Provincia de Imbabura. Urcuquí. Paraje Puenteaqué. 9 fjs.

CAISSE 28 (1703-1704)

20-IV-1703

Autos del Capitán Joan Flores con el Maestre de Campo Don José de Recalde y Aguirre sobre la acequia de agua en Otavalo. Provincia de Imbabura. Otavalo. Urcuquí. Hcda. Coñaquí. 223 fjs.

09-IX-1708 (No aparece)

Autos del Convento de la Merced con el de Santo Domingo sobre las Haciendas Pesillo y Cayambe. Provincia de Pichincha. Cayambe.

CAISSE 34 (1710-1712)

29-V-1711

Autos de Micaela Manrique con el Convento de Santo Domingo sobre las aguas del Río Blanco. Provincia de Pichincha. Cayambe. Guayllabamba. Río Blanco. 65 fjs.

CAISSE 35 (1713-1715)

01-VIII-1713

Autos de Don Ignacio Manosalvas con Don Juan Antonio Monar sobre una acequia de agua. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Hcda. El Molino. 74 fjs.

CAISSE 37 (1718-1719)

05-XII-1718

Autos seguidos por el Dr. Dn. Mariano Monteserrín con el Dr. Dn. Manuel Acebedo sobre la propiedad de las tierras y aguas de Curuquingupamba y el Pogyo. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Hcdas. Cuzubamba y Guanguilquí. 446 fjs.

CAISSE 39 (1720-1722)

19-IV-1721

Autos de Don Francisco Naranjo con Juan Fiallos de Mediavilla sobre despojo de una acequia de la Hacienda de Pisilata. Provincia de Tungurahua. Ambato. Hcda. Pisilata. 186 fjs.

CAISSE 40 (1722-1723)

13-II-1723

Autos de Don Francisco Aguirre y Recalde con Salvador Benítez sobre que le extravían una acequia de agua de la Hacienda de Chota. Provincia de Imbabura. Chota. Río Angel. 16 fjs.

CAISSE 41 (1723-1725)

15-XI-1723

Doña Juana de Angueta vecina de Latacunga con Dionisio Mogrovejo sobre la propiedad de tierras. Provincia de Cotopaxi. Pueblo de San Felipe. [Contient plan: fj. 216]. 245 fjs.

CAISSE 42 (1725-1727)

29-I-1727

Pedro Mayorga contra Manuel de Gavilanes y Pedro Villacís sobre acequia y tierras en Quero y Tisaleo. Provincia de Tungurahua. Quero. Tisaleo. Sitio Andignato. 10 fjs.

CAISSE 44 (1728-1729)

04-IV-1729

Autos de una acequia de aguas de las Madres Carmelitas y Conceptas de la ciudad de Cuenca. Provincia del Azuay. Cuenca [Contient plan du centre de Cuenca: fj. 71]. 76 fjs.

CAISSE 47 (1731-1732)

11-II-1732

Teresa Riofrío sobre acequia. Provincia del Cañar. Sitios Sun-Sun y Cruz-Urcu. 6 fjs.

10-IX-1733 (No aparece)

Antonio de la Vega con Dionisio Mogrovejo sobre acequia. Provincia de Cotopaxi.

CAISSE 50 (1734-1735)

22-X-1734

Títulos de la Hacienda de Alangasí denominada Pinta, perteneciente a la Compañía de Jesús y construcción de acequia. Provincia de Pichincha. Valle de Alangasí. Hcda. Pinta. 19 fjs.

CAISSE 54 (1738)

15-III-1738

María Rita Pazmiño con Salvador Navarrete. Presbítero, sobre propiedad de acequia. Provincia de Pichincha. Yaruquí. Hcda. Chilpe. 3 fjs.

05-V-1738

Autos de la Compañía de Jesús contra Juan de la Guerra sobre una acequia de agua de la Hacienda de Cotacachi. Provincia de Imbabura. Cotacachi. Hcda. San Nicolás. Río Blanco. 131 fjs.

16-VI-1738

Don Francisco de Veintemilla con el Maestre de Campo Don Antonio de Alvear sobre las tierras nombradas LLausaxí. Provincia del Azuay. Valle del Yunguilla. Sitio LLausaxí. 17 fjs.

CAISSE 56 (1739-1740)

02-III-1740

Autos de la Compañía de Jesús con Fernando Merizalde sobre despojo de acequia. Provincia de Pichincha. Quito. Parroquias San Blas y Santa Prisca. 8 fjs.

CAISSE 57 (1740-1741)

02-VI-1740

Autos de la Compañía de Jesús con Manuel de Recalde sobre una acequia. Provincia de Imbabura. Hcdas. Tumbabiro y Coambo. 168 fjs.

16-XII-1740

Antonio López Hurtado con Pacual Antonio de Cisneros sobre despojo de acequia. Provincia de Imbabura. Tumbabiro. Urcuquí. 83 fjs.

CAISSE 59 (1741-1742)

06-VII-1741

El Colegio de San Luis con Ignacio Lucar y Cahueñas sobre la acequia de Cotocollao. Provincia de Pichincha. Quito. Cotocollao. 2 fjs.

16-VII-1741

Luisa Mesías con Juan Joseph Sánchez de Orellana sobre una acequia. Provincia de Pichincha. Machachi. 37 fjs.

13-III-1742

Autos del Colegio de la Compañía de Jesús con Manuel Pérez de Avila sobre una acequia. Provincia de Cotopaxi. Pujilí. Hcdas. Collas y Mulinlivi. 146 fjs.

CAISSE 60 (1742)

20-X-1742

Autos del General don Juan Sánchez de Orellana con doña Luisa Mesías sobre una acequia de agua en el valle de Machachi. Provincia de Pichincha. Machachi. 19 fjs.

CAISSE 64 (1746-1747)

17-IX-1746

Pedro de Olano Ilegasa con Joseph Serrano sobre el despojo de la acequia de la Hacienda de San Pedro del Cache. Provincia del Azuay. Hcdas. San Pedro del Cache y San Gerónimo. 125 fjs.

CAISSE 65 (1747-1748)

11-X-1747

Pedro Mejía con Pedro de Tapia, mayordomo de la Cofradía de las Benditas Animas del Purgatorio, sobre compra-venta de tierras y aguas. Provincia de Cotopaxi. Pueblo San Sebastián. Sitio Locoá. 95 fjs.

CAISSE 66 (1748)

01-IV-1748

El general Francisco Fernández de la Flor con Basilio Rivadeneira sobre despojo de acequia. Provincia de Imbabura. Urcuquí. Hcda. Yangaro. Sitio Perapuche. Quebrada Pigunchuela. 12 fjs.

CAISSE 71 (1750-1751)

26-VIII-1750

Justo Xavier de Peñaherrera con el Procurador General Provincial de la Compañía de Jesús sobre despojo de acequia. Provincia de Imbabura. Cotacachi. 3 fjs.

CAISSE 72 (1751-1752)

03-IV-1752

El Padre Rector de la Real y Militar Orden de las Mercedes Miguel Guzmán con Esteban de Andrade sobre despojo de acequia. Provincia de Imbabura. Tontaqui. Vertientes de Agualongo. 4 fjs.

CAISSE 75 (1754)

28-IX-1754 (No aparece)

Nicolás de Ureta con Joseph del Castillo sobre la acequia de Quinamay.

28-IX-1754

Autos seguidos por el Dr. Dn. Francisco Xavier de Piedrahita con María Senteno sobre despojo de aguas de la Hacienda de Chillo. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Pueblo de Amaguaña. Vertientes de Puengasí. 291 fjs.

CAISSE 76 (1755-1756)

06-VIII-1755

Pedro Agustín de Valencia con Nicolás de Ureta sobre aguas de las quebradas de Lorenzo Paz, Coloto y Anaconas. Colombia. Popayán. 4 fjs.

01-X-1755 (No aparece)

Joseph de Grijalva con Francisco Villacrés sobre una acequia de Urcuquí. Provincia de Imbabura. Urcuquí.

CAISSE 78 (1756-1757)

06-XII-1756

Manuel de Alcívar sobre confirmación de tierras con acequia de agua. Provincia de Imbabura. Cotacachi. Quebrada Pizambichi. 6 fjs.

10-II-1757

Querrela de despojo del General Don Manuel Jijón con Esteban Andrade y consortes sobre las aguas de la Hacienda de Alobuela. Provincia de Imbabura. Tontaqui. Hcdas. Alobuela y Guaramía. 13 fjs.

CAISSE 79 (1757-1758)

19-IV-1757

Autos de Doña Juana Carrillo con Ambrosio Crespo sobre el despojo de aguas de Pucarsol. Provincia de Cañar. Hcdas. San Pedro, Chugín y Pucarsol. 219 fjs.

14-IX-1757

El Padre Procurador del Convento de Predicadores con Manuel de la peña sobre aguas. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. 8 fjs.

CAISSE 80 (1758-1759)

17-VIII-1758

Expediente Crespo-Carrillo. Provincia de Cañar. Hcda. Pucarsol. [Contient plan: fj. 1]. 1 fjs.

06-IX-1758

Juana Carrillo u Ambrosio Crespo sobre aguas y acequias en Pucarsol y Pinguiles. Provincia de Cañar. Hcda. Pucarsol. Acequia Curiquingui. [Contient plan: fj. 110]. 183 fjs.

CAISSE 81 (1759)

05-II-1759 (No aparece)

Autos del Dr. Dn. Gabriel Alvarez contra los vecinos del Pueblo de Santa Rosa, sobre el despojo de las aguas del obraje de Huachi. Provincia de Tungurahua. Santa Rosa. Huachi. 43 fjs.

15-VI-1759

Juan Manuel Mosquera, en nombre de la Provincia de la Compañía de Jesús sobre una acequia en las Haciendas de Cuzubamba y Nacsiche. Provincia de Cotopaxi. Salcedo. Hcdas. Nacsiche y Cuzubamba. 47 fjs.

07-VII-1759

El Capitán Don Joseph de Jijón con los albaceas del General Don Francisco de la Flor, sobre despojo de dos regáderas de agua en la Hacienda San Antonio de Purapuchi en el Pueblo de Urcuquí. Provincia de Imbabura. Urcuquí. Hcdas. San Antonio de Purapuchi, San Antonio y San Nicolás. 110 fjs.

13-VII-1759

Autos de Don Antonio Silva con Don Gabriel Alvarez sobre despojo de agua. Provincia de Tungurahua. Santa Rosa. Hcda. Turubamba. 9 fjs.

CAISSE 82 (1759-1760)

14-XII-1759

El Capitán Don Pedro Munar de Sotomayor con el Sargento Mayor Don Pedro Sáenz de Viteri sobre despojo de una acequia de agua en el sitio de Rumipamba. Provincia de Cotopaxi. Rumipamba. 62 fjs

CAISSE 85 (1761)

09-IX-1761

Don Juan García Granda con la Sra. Marqueza de Maensa y Don Pablo de Soto sobre las aguas de Guanailín e Illuchi. Provincia de Cotopaxi. Hcda. Guanailín. Obrajes de Comunidad y Culaguango. Río Illuchi. Páramos Jilingua. 59 fjs.

CAISSE 86 (1762)

04-II-1762

Manuel y Blas Londoá, indios del Pueblo de Llacao, querellándose de despojo de unas tierras nombradas Zidcay con Manuel Bravo. Provincia del Azuay. Parroquia San Blas. Pueblo Llacao. Sitio Zidcay. [Contiene plano: fj. 110]. 165 fjs.

02-III-1762 (No aparece)

Rosalía Pinto contra el Capitán Mariano Pérez de Ubillus sobre las tierras y las aguas de la Hacienda de Puembo. Provincia de Pichincha. Puembo. 104 fjs.

11-XI-1762

Rosalía Pinto contra el Capitán Mariano Pérez de Ubillus sobre las tierras y las aguas de la Hacienda de Puembo. Provincia de Pichincha. Puembo. [Contient 2 plans: fjs. 8 y 27]. 53 fjs.

CAISSE 89 (1764)

10-XI-1764

Autos seguidos por Don Bernardino de Aviar y Espinosa, con el Dr. Dn. Juachín Polo del Aguila, sobre unas tierras nombradas Nuncay y Usupud en la ciudad de Cuenca. Provincia del Azuay. Sitios Nuncay y Usupud [Contient plan: fj. 82]. 170 fjs.

CAISSE 90 (1764-1765)

24-XII-1764

Autos seguidos por Don Rafael Espinoza de los Monteros contra Don Nicolás de la Guerra sobre las aguas de su hacienda. Provincia de Pichincha. Tabacundo. Hcda. Guaraquí. 103 fjs.

17-IV-1765

Autos de querrela de despojo de las aguas de la Hacienda de Puñapi de Don Antonio Pereira con la Compañía de Jesús. Provincia de Tungurahua. Patate. Hcdas. Puñapi y San Javier. Vertientes de Leyto y Llipini. 62 fjs.

CAISSE 91 (1765-1766)

08-XI-1765

Autos del General Don Manuel Jijón con Don Joaquín López de la Flor, sobre las aguas de Coñaquí Grande y Chico y Yunguilla. Provincia de Imbabura. Urcuquí. Hcdas. Coñaquí Grande y Chico, Yunguilla, Hospital, El Puente y Periguela. Río Cariyacu. 142 fjs.

CAISSE 93 (1767)

26-IX-1767

Autos de Don Antonio Enderica con Manuel de Peralta sobre el despojo que este hizo de una acequia nombrada Atug-Guaico de la Hacienda de Enderica. Provincia de Cañar. Acequia, Atug-Guaico. 6 fjs.

CAISSE 103 (1771-1772)

26-X-1771

Mariano de Olea con Juan Lucero sobre una acequia. Provincia de Chimborazo. Riobamba. 88 fjs.

CAISSE 104 (1772-1773)

10-VII-1772

Rosalía de Ortega y Catalina Morillo contra Ventura Zuñiga y Teresa Romerati sobre tierras y aguas en Llausary. Provincia del Azuay. Cuenca. Sitio Llausary. 7 fjs.

CAISSE 105 (1773-1774)

02-VIII-1773

El Monasterio de las Carmelitas contra Joseph de Leyba sobre las tierras de Papatena. Provincia de Pichincha. Calacalí. Hcda. Yanayacu. Loma de Papatena. [**Contient 2 plans : fjs. 172 y 230**]. 232 fjs.

14-X-1773 (No aparece)

Joaquín López de la Flor con Gregorio de Larrea sobre la propiedad de las aguas de San Buenaventura. Provincia de Imbabura. Hcda. San Buenaventura. 180 fjs.

17-III-1774 (No aparece).

María Ventura de Grijalba, dueña de la Hacienda de Pisquer, sobre aguas y tierras. Provincia de Imbabura. Mira.

CAISSE 106 (1774)

04-V-1774

Felipe Santiago Navarrete con Tomás Villacís sobre las aguas remanientes del Pueblo de Urcuquí que van a la Hacienda Culquipamba de Navarrete. Provincia de Pichincha. Yaruquí. Hcda. Culquipamba. Obraje de Yaruquí. Quebrada Chaquiuco. [**Contient plan: fj. 189**]. 260 fjs.

21-VI-1774

Vista de ojos de las acequias y remanientes del Pueblo de Yaruquí, actuada por el Sr. Oidor Don Serafín Vejan en el juicio entre Felipe Navarrete y Tomás Villacís. Provincia de Pichincha. Yaruquí. 12 fjs.

CAISSE 107 (1774-1775)

11-XI-1774

Autos de querrela por despojo que sigue Don Manuel de la Lastra y Ron contra el Convento de San Francisco de esta ciudad, por las tierras y montes de la Calera de Vino. Provincia de Pichincha. Calacalí. Hcdas. La Calera y La Merced. Quebrada Chaquiaco. [**Contient plan : fj. 62**]. 109 fjs.

23-XI-1774

Autos seguidos por Don Francisco Sotomayor con el provincial de la Merced sobre el despojo de una acequia de agua en Pomasqui. Provincia de Pichincha. Pomasqui. 44 fjs.

CAISSE 108 (1775)

22-IX-1775

Autos de Don Gregorio de Larrea con Don Joaquín López de la Flor sobre el despojo de las aguas de la Hacienda de Conrraquí. Provincia de Imbabura. Hcdas. Conrraquí, Asayac, Cananballe y Chaupi-Estancia. Quebrada Chorlaví. 82 fjs.

CAISSE 110 (1776)

25-IV-1776

Segundo cuaderno de la vista de ojos de las aguas de las Haciendas de Conrraquí y Asayag que sigue Gregorio de Larrea con Joaquín López de la Flor. Provincia de Imbabura. Hcdas. Conrraquí y Asayag. 237 fjs.

13-VIII-1776

Autos de querrela de despojo de Don Martín de Chiriboga y demás herederos de Juan de Chiriboga contra Don Francisco de Larrea sobre las aguas de Malchinguí. Provincia de Imbabura. Tocachi. Hcda. Malchinguí. Páramos de Mojanda. 33 fjs.

09-IX-1776

Autos seguidos por Don Joaquín López de la Flor sobre sustracción de los títulos de las aguas de la Hacienda de Asayag y Conrraquí. Provincia de Imbabura. Hcdas. Asayag y Conrraquí. 118 fjs.

24-X-1776

Autos seguidos por Don Joaquín López de la Flor contra Don Manuel de Jijón sobre el despojo de las aguas del Paridero que conducen a la Hacienda de Cariyacu. Provincia de Imbabura. Urcuquí. Hcdas. El Paridero, Coñaquí y El Puente. Río Cariyacu. 84 fjs.

CAISSE 113 (1777-1778)

14-III-1778

Autos seguidos por Don Manuel Isidoro Crespo con Doña María Vélez de Orellana sobre unas tierras y aguas. Provincia del Azuay. Pueblo de Jirón. Hcda. Rincay. 97 fjs.

16-III-1778

Autos de Don Gregorio de Larrea con Joaquín de la Flor sobre sustracción de los títulos de las aguas de la Hacienda de Asaya y Conrraquí. Provincia de Imbabura. Hcdas. Conrraquí y Asaya. 22 fjs.

CAISSE 114 (1778)

30-IV-1778

Autos seguidos por Don Joseph de Recalde con el Capitán Juan Flores sobre las aguas del Paridero que conducen a las Haciendas de Coñaquí y El Puente. Provincia de Imbabura. Hcdas. Coñaquí, El Puente y El Paridero. 182 fjs.

07-V-1778

Autos seguidos por Damián López con Doña Juana Cotacachi sobre la propiedad de unas tierras. Provincia de Imbabura. Otavalo. Tumbabiro. Hcda. Pucará. [Contient plan : f. 108]. 166 fjs.

CAISSE 115 (1778)

14-IX-1778

Ignacia de Bidaurreta en autos con Joaquín Arteta sobre el despojo de agua de su casa. Provincia de Pichincha. Quito. 24 fjs.

08-X-1778

Autos de Don Joaquín de la Flor contra el Administrador del Monasterio de la Concepción de la Villa de Ibarra sobre despojo de aguas de la Hacienda de Asaya. Provincia de Imbabura. Hcdas. Asaya, Chaupi-Estancia, Yacu-Calle, Yacu-Cocha y Ejido. 49 fjs.

CAISSE 116 (1778-1779)

12-XII-1778

El Procurador General del Cabildo de Quito con el Reverendo Padre Guardián del Convento de San Francisco por el remaniente de las aguas llamadas del Chorro. Provincia de Pichincha. San Francisco. Esquina de Cantuña. 36 fjs.

20-III-1779

Autos de querrela de despojo de unas aguas en Cuenca, seguidos por Don Francisco Calderón, con Don Joseph de Herze. Provincia del Azuay. Pueblo Jirón. Hcdas. El Pongo y Rircay. Río Cicay. [Contient plan : f. 74]. 76 fjs.

CAISSE 117 (1779)

26-VI-1779

Escritura de Composición por Juan Flores al Maestre de Campo Don Manuel de Recalde a petición de Don Joaquín Flor. Provincia de Imbabura. Urcuquí. Hcdas. Cuicocha, Coñaquí, El Puente y El Hospital. Río Cariyacu. 67 fjs.

CAISSE 118 (1779-1780)

25-IX-1779

Querrela de despojo de Doña María Pérez de Ubillus contra Don Joseph Leiseca sobre las aguas de la Hacienda de Machachi. Provincia de Pichincha. Machachí. Hcda. Pachupo. Sitio Tauricucho. 21 fjs.

CAISSE 121 (1780-1781)

24-XI-1780

El convento de San Agustín contra Don Juan Ruiz Jimenez y demás vecinos de la Villa de Ibarra, sobre despojo de las aguas del río Taguando y quebrada de Lulunqui. Provincia de Imbabura. Ibarra. Hcdas. Yaguarcocha y Tababuela. Río Taguando. Quebrada Lulunqui. 309 fjs.

s.d/s.m/ 1780

Mapa de los Chillos. Sin más referencias. Provincia de Pichincha. Los Chillos. [Contient plan: fj. 1]. 1 fj.

CAISSE 122 (1781)

11-III-1781

Autos de Querrela de despojo de Francisco Xavier de Bustamante contra Don Nicolás Vivanco sobre las aguas de su Hacienda Magdalena. Provincia de Pichincha. Quito. La Magdalena. Hcda. Pamocotog. Quebrada Surucucho. 10 fjs.

CAISSE 123 (1781-1782)

17-IX-1781

Autos de querrela de despojo de Don Joseph Carcelen contra Don Pedro Calisto sobre las aguas pertenecientes a los potreros de San Agustín de la Hacienda de la Calera. Provincia de Pichincha. Machachi. Hcda. de la Calera. 165 fjs.

CAISSE 124 (1782)

19-VI-1782

Autos de despojo de aguas que siguen los señores Don Asencio Moreno y Don Joseph Bustos, de la Hacienda de los Chillos. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Amaguaña. 113 fjs.

09-VIII-1782

Autos de querrela de despojo del Recogimiento de Beatas Mercedarias de esta ciudad con Don Juan Antonio de Chiriboga sobre las aguas de las Haciendas de Malchinguí. Provincia de Imbabura. Tocachi. Hcdas. Malchinguí y Beaterio. 59 fjs.

CAISSE 125 (1782-1783)

16-XII-1782

Sobre los daños que hacen los vecinos de los pueblos de Pelileo y Quero en las Haciendas de San Idefonso sustrayéndose las aguas de dicha hacienda. Provincia de Tungurahua. Pelileo. Quero. Patate. Acequias Mocha y Chumaquí 3 fjs.

10-V-1783

Autos del Dr. Don Pedro de la Carrera contra Jualián Carrera mayordomo de Doña Manuela de León sobre despojo de una acequia de aguas de la hacienda nombrada Arias. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Hcdas. Tena y Arias. 9 fjs.

14-V-1783

Autos seguidos por el Monasterio de la Concepción de la Villa de Riobamba contra Félix de Velasco, sobre despojo de una acequia de agua que baja a la Hacienda de Chancaguán propia del Monasterio. Provincia de Chimborazo. Riobamba. Hcda. Chancaguán. 32 fjs.

15-V-1783

Autos seguidos por Doña Manuela de León con el Dr. Pedro de la Carrera, Presbítero, sobre despojo de una acequia de sus Haciendas de Chillo. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Hcdas. Tena y Arias. [Contient plan: fj. 43]. 96 fjs.

CAISSE 127 (1783-1784)

15-XII-1783

Autos seguidos por Don Joaquín López de la Flor vecino de la Villa de Ibarra con Don Gregorio de Larrea, también vecino de ella sobre una acequia que ha abierto para conducir las aguas de Cariyacu a sus Haciendas de San Buenaventura. Provincia de Imbabura. Urcuquí. Hcdas. San Antonio, San Nicolás de Trapiche, San José y San Vicente. Vertientes de las Herraduras o Pruchaqui. 96 fjs.

CAISSE 129 (1784)

06-V-1784

Autos de querrela de despojo que siguen Don Nicolás de la Guerra vecino de Cotacachi contra Miguel de Vidarrueta, Presbítero de Otavalo, sobre las aguas de la Hacienda de Colimbuela. Provincia de Imbabura. Cotacachi. Hacienda y Obraje Colimbuela. Quebradas Asayac y Tuctará. 13 fjs.

09-VII-1784 (No aparece)

Autos de querrela de despojo seguidos por Don Pablo de Unda contra el Dr. Don Mariano de Monteserrín sobre las tierras y las aguas de la Hacienda Guanguilquí. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Hcdas. Guanguilquí y Cuzubamba.

CAISSE 131 (1784-1785)

25-II-1785

Autos seguidos por Don Manuel de Jijón y León vecino de la Villa de Ibarra con Don Joaquín López de la Flor del mismo vecindario sobre las aguas de Cariyacu. Provincia de Imbabura. Urcuquí. Hcdas. San Vicente, El Puente y Coñaquí. Río Cariyacu. 66 fjs.

29-IV-1785

Autos de querrela de despojo del Dr. Asencio Moreno contra Don Pedro de la Carrera sobre haber derrocado la toma por donde pasan las aguas a la Hacienda de Chillo. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Amaguaña. 14 fjs.

CAISSE 132 (1785)

24-VII-1785

Manuel Jijón y Joaquín López de la Flor sobre sacar y distribuir aguas. Provincia de Imbabura. Urcuquí. Hcdas. San Buenaventura, San José, Coñaquí Grande y Chiquito. Río Cariyacu. 41 fjs.

26-XI-1785

Autos de Doña Ignacia Sánchez con Don Francisco Rada sobre las aguas de la Hacienda de San Lucas. Provincia del Azuay. Hacienda y Trapiche San Lucas. Sitios: Puruvín y Molsi. 37 fjs.

CAISSE 133 (1785-1786)

02-XII-1785

Mariana Sánchez Argudo sobre la propiedad de aguas de la Hacienda de Cuzubamba que fue rematada en Don Miguel Iturralde. Provincia de Cotopaxi. Hcdas. Cuzubamba y San Agustín. 131 fjs.

10-XII-1785 (No aparece)

Autos que sigue Doña Mariana Mancheno sobre despojo de las aguas del molino de San Andrés contra Juan Villagómez, Joaquín Chiriboga y otros vecinos. Provincia de Chimborazo.

19-III-1786

Autos del Convento de San Agustín con Don Joseph Aguirre sobre despojo de las aguas de Pintag. Provincia de Pichincha. Pintag. Hcda. Yurac-Compañía e Ychubamba. 87 fjs.

CAISSE 135 (1786-1787)

04-IX-1786

Pedro Buendía Dávila con Nicolás de la Guerra sobre la propiedad de las aguas de Chimburlo. Provincia del Azuay. Hcda. Chimburlo. 5 fjs.

26-IX-1786

Autos de la Madre Piora del Carmen de la ciudad de Cuenca con Don Mariano Ruylova sobre despojo de unas aguas de molino. Provincia del Azuay. Cuenca. 42 fjs.

30-I-1787

Manuel Ruíz de la Peña sobre la propiedad de las aguas de las cuadras de la fábrica de loza que bajan del Pichincha, con Don Joaquín Tinajero. Provincia de Pichincha. Quito. San Roque. 2 fjs.

CAISSE 136 (1787)

02-V-1787

Autos del Procurador de Ambato con Doña Antonia Villacreses por las aguas de la Hacienda de Miraflores. Provincia de Tungurahua. Ambato. Miraflores. Río Ambato. 3 fjs.

07-V-1787

Autos del Procurador de Ambato con Doña Antonia Villacreses por las aguas de la Hacienda de Miraflores. Provincia de Tungurahua. Ambato. Miraflores. Río Ambato. 69 fjs.

CAISSE 139 (1788)

05-V-1788

Micaela Carcelén con Don Nicolás de la Guerra sobre las aguas de la Hacienda de Colimbuela. Provincia de Imbabura. Hcda. Colimbuela. 3 fjs.

27-VIII-1788

Autos de Don Juan Jiménez con Doña Ventura Grijalva sobre la entrega de los títulos de las aguas de la Hacienda Piquer. Provincia de Imbabura. Mira. Hcda. Piquer. Cerro Narchín. Acequias Chilti y Chiltasón. 70 fjs.

s.d/s.m/ 1788 (No aparece)

El Procurador Juan Hidalgo, contra Jerónimo Núñez sobre el despojo de una paja de agua. Provincia de Pichincha. Quito. El Cebollar y San Roque.

CAISSE 142 (1790)

04-VI-1790

Aconcia Suárez con el Marqués de la Villa Orellana sobre el despojo de unas aguas. Provincia de Imbabura. Otavalo. Sitios San Juan y El Cordón. 12 fjs.

CAISSE 143 (1790)

31-VII-1790

Expediente de apelación interpuesta por Don Vicente Reyes contra Don Juan Ruíz Jiménez por el despojo del pase de unas aguas. Provincia de Imbabura. Ibarra. Plaza Central. 85 fjs.

CAISSE 145 (1791-1792)

02-VII-1791

Don Antonio Salgado con Don Melchor Rivadeneira sobre la ruptura de una toma de aguas en la Hacienda de Urapamba. Provincia de Pichincha. El Quinche. Hcda. Urapamba. 3 fjs.

11-XI-1791

Juan Hidalgo contra Fray Bernabé Enríquez, religioso de la orden de San Francisco, por el despojo que le hizo a este de las aguas de la hacienda nombrada El Colegio en el pueblo de Cotocollao. Provincia de Pichincha. Quito. Cotocollao. Hcda. El Colegio. 19 fjs.

CAISSE 146 (1792)

28-II-1792

Don Antonio Salgado con Don Melchor Rivadeneira sobre la ruptura de una toma de aguas en la Hacienda de Urapamba. Provincia de Pichincha. El Quinche. Hcda. Urapamba. 7 fjs.

31-VIII-1792

Don Andrés Pinos con Doña Leonor Andrade sobre despojo de aguas. Provincia de Pichincha. Yaruquí. Hcdas. Culquipamba y Otón. 11 fjs.

10-IX-1792

Doña Vicenta Benítez sobre el remaniente de las aguas introducidas en Machachi de las que desea una paja. Provincia de Pichincha. Machachi. Sitio Colache. 11 fjs.

CAISSE 147 (1792-1793)

20-X-1792

Don Ignacio Rendón contra Manuel Isidoro Crespo por el despojo de una acequia de agua y alzamiento de sus sirvientes que intervino. Provincia del Azuay. Valle de Yunguilla. 8 fjs.

CAISSE 148 (1793)

08-II-1793

Expediente de Doña Manuela de León en que se querrela de despojo de aguas en la hacienda nombrada Tena, contra Don Ramón Muñoz de Ayala. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Hcda. Tena. 73 fjs.

04-III-1793

El Procurador General de la Villa de Zaruma y socios, contra el Regidor Don Ambrosio Maldonado sobre despojo de aguas. Provincia del Oro. Zaruma. Mina Calderona. 122 fjs.

05-IV-1793

Don Pablo de Unda con Don Mariano Monteserrín sobre tierras y aguas de la Hacienda de Guanguilquí. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Hcdas. Cuzumba y Guanguilquí. Sitios El Pogoyo y Tustunchupa. 59 fjs.

CAISSE 151 (1793)

30-VII-1793

El Dr. Dn. Calisto Miranda, con Doña Felipa Herrera sobre despojo de aguas de la hacienda nombrada Tena. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Amaguaña. Hcda. Tena. Sitio Chigchi. 112 fjs.

CAISSE 152 (1793-1794)

26-VIII-1793

Expediente del Monasterio del Carmen Antiguo sobre la posesión de las aguas de las Haciendas de Guasag y Valencia. Provincia de Pichincha. Hcdas. Alangasí, Guasag e Ichubamba. Quebrada del Volcán. Sitio Pinantura. 28 fjs.

13-XII-1793

Autos de Don Juan Joseph Nieto contra Don Francisco de los Reyes sobre despojo de las aguas de la Hacienda de Pilopata. Provincia de Pichincha. Uyumbicho. Hcda. Pilopata. Sitio Sambache. 16 fjs.

CAISSE 153 (1794)

12-III-1794

Expediente de Don Francisco Rodríguez de la Parra en que interpone apelación de una providencia dada por el Gobernador interino de aquella ciudad (Cuenca) en la causa seguida contra Don Juan Arevalo sobre despojo de una acequia de agua. Provincia de Azuay. Hcdas Guzug y El Salado. 86 fjs.

13-V-1794

Doña Francisca Ripalda con demostración de los títulos de propiedad de las aguas pertenecientes a la hacienda que posee en términos del pueblo de Chillogallo, contra Antonio Calderón, su vecino. Provincia de Pichincha. Chillogallo. Sitios Quillín y Yacucucho. 55 fjs.

18-VI-1794

El Convento Máximo Seráfico con la recolección de la Merced y Doña Josefa Monteserrín sobre el perjuicio que recibe en la cañería por haberse labrado las tierras que caen sobre el nacimiento del agua. Provincia de Pichincha. Quito. Sitio La Cantera. 33 fjs.

31-VII-1794

Don Carlos Araujo con Doña Ventura Viana sobre aguas de la Hacienda Santa Clara. No se nombran sitios. 6 fjs.

CAISSE 155 (1794)

02-XI-1794

Doña Petrona Benítez, viuda de Don Joseph de León, en los autos con Doña Baltasara Terán, sobre el terreno de Tigulli. Provincia de Cotopaxi. Hcdas. Guanaylín y Santa Rosa. Sitio Tigulli. [Contient plan: fj. 58]. 137 fjs.

CAISSE 157 (1795)

28-V-1795

El Escribano Real Mariano Hidalgo contra Don Gerónimo Araujo, por las aguas que este posee en sus cuadras del Cebollar. Provincia de Pichincha. Quito. Barrio El Cebollar. [Contient plan : fj. 80]. 157 fjs.

04-VII-1795

Autos de Don Antonio Mantilla con Don Joaquín López de la Flor sobre despojo de aguas. Provincia de Tungurahua. Ambato. Las Viñas. Hcda. Lligua. [Contient plan : fj. 151]. 172 fjs.

CAISSE 159 (1795)

13-X-1795

Expediente de recurso de apelación interpuesto por Don Antonio Espinoza y Alvear de las providencias dadas por el Gobernador de aquella ciudad (Cuenca) contra Doña Ignacia Sánchez sobre una acequia de agua. Provincia del Azuay. Hcda. San Lucas. Cerro Purubín. Río Chipcay. Sitios Laquisara y Corral Blanco. 77 fjs.

11-XII-1795

Autos del Marqués de Miraflores como apoderado del vecindario de Ambato sobre una acequia de agua para el regadío del Valle de Samanga. Provincia de Tungurahua. Samanga. Izamba. Sitio Casaguala. 104 fjs.

CAISSE 163 (1796-1797)

14-XII-1796

Doña Manuela Avilés y Orellana por querrela de despojo de una acequia de agua propia de su molino, desviada por Juan Arísaga. Provincia del Azuay. Cuenca. Barrio de Todos los Santos. 3 fjs.

CAISSE 165 (1797)

10-X-1797

La Condesa de las Lagunas se querrela de despojo de las aguas de Colimbuela. Provincia de Imbabura. Cotacachi. Hacienda y Obraje Colimbuela. Quebrada Tuctara. 7 fjs.

CAISSE 166 (1797-1798)

13-III-1798

Expediente de Pedro y Mariana Recalde contra Don José Zaldumbide por despojo de una acequia en la Hacienda de Chorlaví. Provincia de Imbabura. Ibarra. Hcda. Chorlaví. 6 fjs.

22-III-1798

Don Calisto Cortéz contra el Gobernador de Machachi por despojo de una acequia de agua. Provincia de Pichincha. Machachi. Cuadra San Marcos. 28 fjs.

CAISSE 167 (1798)

12-VII-1798

El Procurador General de esta ciudad (Quito) contra el Escribano Receptor Mariano Hidalgo por haber despojado al público de las aguas que bajan a la Plaza mayor. Provincia de Pichincha. Quito. 6 fjs.

CAISSE 168 (1798)

04-XII-1798

Don Pedro García se queja de una orden dada por el Corregidor a efecto de que le quiten unas aguas que posee en su estancia del pueblo de Caranqui. Provincia de Imbabura. Caranqui. 9 fjs.

CAISSE 170 (1799)

06-IX-1799

Doña Mariana Recalde con Pedro García sobre la propiedad de unas aguas. Provincia del Azuay. Tarqui. 8 fjs.

CAISSE 170 (1799)

18-VIII-1799

Don Calisto Miranda dueño de la Hacienda de Cacho en Ibarra con Don José Pons, dueño de la Hacienda de Cachi-Caranqui, sobre despojo de una acequia. Provincia de Imbabura. Hcdas. Cacho, Cachi-Caranqui y Magdalena. 32 fjs.

CAISSE 172 (1800)

17-XII-1800

Don Miguel Rojas se querrela de despojo contra Don Antonio Bolaños por haberle quitado las aguas de su Hacienda de Machachi. Provincia de Pichincha. Machachi. Hcdas. Chisinche y Guantugpamba. 11 fjs.

CAISSE 174 (1801)

29-VIII-1801

Querrela de despojo de Doña Josefa Cañizares con Don Antonio Gortaire sobre las aguas de Puembo. Provincia de Pichincha. Puembo. Hcda. Mangaguantag. 63 fjs.

06-X-1801

Autos que sigue Don Gabriel Acosta contra el Corregidor Don José Pose Pardo por despojo de las aguas del río Taguando. Provincia de Imbabura. Ibarra. Río Taguando. 26 fjs.

CAISSE 176 (1802)

05-VII-1802

Don Tiburcio Peñafiel con el Dr. Dn Joaquín Gutierrez, sobre despojo de las aguas de la hacienda nombrada El Colegio en el pueblo de Cotocollao. Provincia de Pichincha. Quito. Cotocollao. Hcda. El Colegio. 70 fjs.

CAISSE 177 (1802-1803)

15-II-1803

Miguel Antonio Rodríguez contra Ramón Andrade por aguas. Provincia de Pichincha. Yaruquí. Hcda. Chaupi-Estancia. 10 fjs.

16-III-1803

Juan Ramón Borja contra Carlos Alava, Alejandro Gordón y otros por aguas. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Hcda. Chaquibamba. 113 fjs.

CAISSE 178 (1803)

20-VIII-1803

Autos que sigue Don Miguel Ponce sobre que se manden abatir y demoler dos tajamares construidos por Don Joseph de Bustos y Piedrahita. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Hcdas. Chillo y Centeno. 41 fjs.

05-X-1803

María Baltazara Terán en autos con Doña Petrona Benítez por tierras. Provincia de Cotopaxi. Hcdas. Santa Rosa y Guanaylín. Quebrada Tigulligua. [Contient plan : fj. 250]. 188 fjs.

CAISSE 179 (1803-1804)

03-XII-1803

Autos seguidos por el Dr. Dn. Domingo Aizpuru contra Don Miguel Ponce sobre aguas. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Hcdas. Centeno y Catahuango. Río Saguanchi. Sitio El Predio. [Contient 2 plans: fjs. 57 y 58]. 62 fjs.

CAISSE 180 (1804)

09-II-1804

Autos que sigue Doña Josefa Ontaneda con Doña Tomasa Capelo sobre aguas de las haciendas del Valle de los Chillos. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Quebrada Chinchín. [Contient plan : fj. 42]. 129 fjs.

20-II-1804

Expediente que sigue Don Carlos Araujo sobre despojo de aguas de Don Francisco Freile y Ante. Provincia de Imbabura. Tumbabiro. Cahuasquí. Hcdas. Puchimbuela y El Ingenio. Quebrada Chusalongo. 135 fjs.

CAISSE 181 (1804)

01-VIII-1804

J. Aguilar, Procurador y a nombre de la Religión de Predicadores en autos con el Dr. Domingo Gantotena sobre lmites y linderos de la Hacienda de Pusir con la de Carpuela. Provincia de Imbabura. Hcdas Pusir y Carpuela. Loma Picacho. Acequia Aguacatal. [contient plan: fj. 125]. 165 fjs

18-IX-1804

Carlos Vélez de Alava en autos vs. el Teniente Político de la parroquia de Guayllabamba por aguas. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. El Quinche. Hcda. El Molino. Acequia Quinchocajas. 10 fjs.

CAISSE 182 (1804-1805)

19-II-1805

Juan Pablo Rubio en autos con Josefa Vega por aguas. Provincia de Cotopaxi. Hcda. Guanaylín. 67 fjs.

12-VI-1805

El Convento de San Agustín de esta ciudad se querrela de despojo judicial inferido de las aguas de la hacienda de trapiche, nombrada Tababueta a solicitud de Doña María Montecinos. Provincia de Imbabura. Hcda. Tababueta. Río Taguando. 15 fjs.

28-VI-1805

José Mera Flores contra Mariano Iturralde por despojo de aguas. Provincia de Tungurahua. Ambato. Miraflores. Río Ambato. 158 fjs.

CAISSE 184 (1805-1806)

20-I-1806

Fray Miguel Aroca Procudador del Convento Seráfico pidiendo al Cabildo de Quito se repare la acequia. Provincia de Pichincha. Quito. 5 fjs.

CAISSE 185 (1806)

08-V-1806

Autos seguidos por Juan Ramón de Borja con Doña Joaquina Acevedo sobre las aguas pertenecientes a la Hacienda Chaquibamba que se conducen por la estancia de Abahami. Provincia de Pichincha. El Quinche. Hcdas. Chaquibamba y Abahami. Quebrada Iquiñaro. 58 fjs.

16-VI-1806

El Monasterio de Conceptas de Loja en autos con Don Pío Riofrío por tierras. Provincia de Loja. Río Zamora. [Contiene plano: fj. 1]. 12 fjs.

01-X-1806

José Bustos dueño de la Hacienda de Chillo contra Miguel Ponce dueño de la Hacienda Centeno por aguas. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Hcda. Centeno. Sitio Pactay. 104 fjs.

CAISSE 187 (1807)

01-VIII-1807

Don Tiburcio Peña en autos con el Dr. Joaquín Gutierrez sobre el despojo de aguas de la Hacienda de Cotocollao denominada Colegio. Provincia de Pichincha. Quito. Cotocollao. Hcda. El Colegio. 3 fjs.

CAISSE 189 (1808)

02-IX-1808

Los herederos de Margarita Fajardo contra Feliza Herrera y el Dr. José Bustos por aguas. No se nombran sitios. 1 fj.

10-IX-1808

Jun José Guerrero contra José Román por aguas. Provincia de Pichincha. El Quinche. Hcdas. Purguantag y Urapamba. 12 fjs.

10-X-1808

Mariano Iturralde en el arrendamiento de su Hacienda de Loco a Pedro Alcantara Darquea. Provincia de Cotopaxi. San Sebastián. Hcda. Loco. [Contient plan : fj. 1]. 10 fjs.

18-X-1808

Plano de la Construcción de una iglesia en Cuenca. Provincia del Azuay. Cuenca. Tandacatu. [Contient plan : fj. 8]. 10 fjs.

CAISSE 190 (1808-1809)

13-IV-1809

Autos seguidos entre Don José Egúez y Doña María Zurita sobre aguas de Lligua. Provincia de Tungurahua. Izamba. Hcdas. Lligua (Trapiche) y Las Viñas. 131 fjs.

CAISSE 191 (1809)

s.d/s.m/ 1809

Querrela de despojo introducida por el Reverendo Padre Fray Vicente Toledo del orden militar contra Mariano Bermudez por un molino de agua de la Hacienda de Chichi. Provincia de Pichincha. Pifo. Pumbo. Hcda. Chichi. Sitio y Acequia Palugo. 23 fjs.

CAISSE 192 (1809-1811)

19-I-1810

Querrela de despojo interpuesta por María Josefa Núñez contra Joaquín Pérez de anda, canónigo de la Santa Iglesia Catedral, sobre las aguas de la Hacienda de Cotocollao. Provincia de Pichincha. Quito. Cotocollao. Sitio Atucucho. 30 fjs.

28-II-1810

Domingo Renjifo a nombre de los vecinos de Ambato en autos con Don Gabriel Alvarez sobre aguas. Provincia de Tungurahua. Amabto. Huachi. 5 fjs.

10-VII-1810

Josefa Martínez de la Vega contra José Guerrero sobre despojo de las aguas de la Hacienda El Inga. Provincia de Pichincha. Hcdas. El Inga e Itulgache. Sitios Yanaurco, Calalá y Guamaní. 27 fjs.

21-V-1811

Expediente de querrela de despojo interpuesto por Don José Alvarez y Torres de las aguas de su Hacienda San Javier, contra los vecinos del pueblo de Patate y Don Mariano Hidalgo dueño de la hacienda de Pitula. Provincia de Tungurahua. Patate. Hcdas. San Javier y Pitula. 15 fjs.

CAISSE 193 (1811)

15-VI-1811

Expediente del ciudadano Mariano Moreno Bugarín con el finado Don Vicente Ontaneda querrellándose del despojo de unas aguas. Provincia de Pichincha. Puengasí. Hcda. Pisingalli. 36 fjs.

01-VII-1811

Don José Alvarez contra el Justicia Mayor de Ambato por aguas. Provincia de Tungurahua. Patate. Hcda. San Javier. 3 fjs.

13-X-1811

Agustín Baca contra Mariano Paredes por aguas. Provincia de Pichincha. El Quinche. Guayllabamba. Hcda. Puruguantag. 4 fjs.

CAISSE 194 (1811-1812)

09-I-1812 (No aparece)

Autos seguidos por Don José Egúez contra María Zurita por aguas. Provincia de Tungurahua. Ambato. Hcdas. La Viña y Lligua (Trapiche). 18 fjs.

15-IV-1812

Autos seguidos por Don Santiago Lozano con Don Manuel Veintimilla por un camino en la Hacienda Zhucay. Provincia del Azuay. Hcda. Zhucay. Ríos San Agustín y Tarqui. [Contient 2 plans : fj. 233]. 444 fjs.

22-V-1812 (No aparece)

El Convento de Carmelitas Reformadas Descalzas contra Fernando Dávila y Astudillo, Santiago, Miguel, Manuel y José Sarmiento por despojo de aguas. Provincia del Azuay. Gualaceo. Hcda. Bulcay. 72 fjs.

CAISSE 196 (1813-1814)

26-IV-1813

Autos de despojo de aguas de Don Manuel Andrade con el Monasterio del Carmen. Provincia de Cañar. Hcda. Chuychun. Lagunas Sunsaguín y Culebrillas. Vertientes Pagcha, Puyal y Malpaso. 209 fjs.

13-IX-1813

Don Fernando Grijalva contra Juan Antonio Chiriboga por aguas. Provincia de Imbabura. Hcdas. La Concepción y Santiaguillo. 8 fjs.

18-VII-1814 (No aparece)

Autos promovidos por el Lcdo. Don Miguel Gil Malo con Don Manuel Veintimilla y Balderrama sobre una acequia de agua. Provincia de Cañar. Sitio Llamagsi. 255 fjs.

CAISSE 198 (1814-1815)

07-XI-1814

Autos que sigue Don Manuel Montenegro Barba y Figueroa con el Dr. Narciso López Naranjo sobre las aguas de Pisilata. Provincia de Tungurahua. Ambato. Pisilata. Quebrada Loreto. 208 fjs.

20-IX-1815

Autos seguidos por Manuel Salazar con Francisco Jijón sobre despojo de un óvalo de agua en su Hacienda de Santa Lucía en Cumbayá. Provincia de Pichincha. Cumbayá. Hcda. Santa Lucía. Río Machángara. [Contiene plano: fj. 75]. 184 fjs.

CAISSE 199 (1815-1817)

16-IX-1816

Autos seguidos por Ana Donoso contra Carlos Vélez de Alava por aguas. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Sitio Quinchucajas. 16 fjs.

22-IX-1816

Providencias del Excmo. Sr. Presidente y del Sr. Corregidor para que se deroguen las cuadras y huertas de alfalfa en la parte superior del pueblo para que no abusen de las aguas del público. Provincia de Chimborazo. Licán. Río Macají. 20 fjs.

25-I-1817

Autos seguidos por el Dr. Dn. Calisto Miranda contra Antonio Gortayre por aguas. Provincia de Pichincha. Puembo. Pifo. Hcda. Chantag. Río Gambi. 51 fjs.

20-III-1817

Pleito sobre posesión de aguas entre Doña Ana Constante viuda de Don José Lalama y Don Leandro Lozada. Provincia de Tungurahua. No se nombran sitios. 17 fjs.

CAISSE 201 (1818)

14-V-1818

Autos seguidos entre Manuel Velasco, José Orosco Andrade y Jacinto Gonzáles Luna sobre posesión del sitio Potreros. Provincia de Chimborazo. Columbe. Sitio Potreros. [Contient plan : fj. 76]. 177 fjs.

28-IX-1818

Expediente promovido por Don Francisco Jijón con el Señor Marqués de San José sobre aguas. Provincia de Imbabura. Urcuquí. Cotacachi. Hcdas. Cariyacu, San Buenaventura, Coñaquí y El Puente. Sitio Pichanchi. Vertientes del Cotacachi. 101 fjs.

CAISSE 202 (1818-1819)

27-XI-1818

Manuel de Echeverría Procurador del Marqués de Miraflores en autos con Don Juan de la Guerra sobre aguas. Provincia de Pichincha. Quito. Hcda. Pusuquí. 4 fjs.

07-VII-1819

Manuel de Echeverría Procurador en nombre del Marqués de San José en los autos con Don Francisco Jijón sobre aguas. Provincia de Imbabura. No se nombran sitios. 3 fjs.

10-VII-1819

Autos seguidos entre las señoras Antonia Chiriboga y Rita Herrería sobre aguas de las Haciendas Asayag y Cananballe. Provincia de Imbabura. Hcdas. Asayag y Cananballe. 194 fjs.

20-VIII-1819

Antonio Alecantre contra Salvador Murgueytio por Aguas. Provincia de Pichincha. Calacalf. Hcda. Papatena. 11 fjs.

CAISSE 203 (1819)

12-XI-1819

Autos promovidos por la Marquesa de Villa Orellana y Doña María Mercedes Carrión, contra Doña Josefa Carcelén sobre refacción de una acequia perteneciente a la Hacienda Granobles, en la jurisdicción de Otavalo. Provincia de Imbabura. Otavalo. Río Bobo. Vertientes Cursillo Pogyo, Curi Pogyo Capas y Tupigachi. 123 fjs.

12-XI-1819

Autos promovidos por Francisco Carcelén con José Donoso por aguas. Provincia de Imbabura. Hcdas. Isacata y Carrera. Quebradas Yagual Y Guagrachimbana. 43 fjs.

17-XII-1819

Autos promovidos por Gabriel Alvarez contra Antonio Egúez por las aguas de la Hacienda de Huachi. Provincia de Tungurahua. Huachi. Mocha. Hcdas. Huachi (Obraje) y Palagua. Río Mocha. 54 fjs.

CAISSE 204 (1820-1821)

09-III-1820

Expediente seguido por Don Francisco Javier Villacís con Don Carlos Vélez de Alava sobre aguas de la Hacienda Purguantag. Provincia de Pichincha. El Quinche. Hcdas. Purguantag, Urupamba y El Molino. 49 fjs.

CAISSE 205 (1821)

s.d/s.m/ 1821 (No aparece)

Agustín Dávila contra Vicente Aguirre por aguas. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Sangolquí. Hcda. Casapamba. 16 fjs.

15-V-1821

Autos seguidos por Don Agustín Dávila contra Don Vicente Aguirre sobre el despojo de unas aguas. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Sangolquí. Hcda. Casapamba. Sitio Pasochoa. 31 fjs.

20-V-1821

Juan Antonio Rivadeneira contra Melchor Benavides por invalidés de contrato de la Hacienda de Pasochoa en la jurisdicción del pueblo de Sangolquí. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Sangolquí. [Contient plan : fj. 209]. 259 fjs.

CAISSE 206 (1822-1823)

28-I-1822

Antonia Chiriboga contra Rita Herrería sobre las aguas de la Hacienda de Cananballe. Provincia de Imbabura. Hcdas. Chaupi Estancia y Asayag. Sitio Pugacho. Acequia Conraquí. 55 fjs.

25-IV-1822

Juan José Guerrero contra Francisco Angulo por aguas. Provincia de Pichincha. Hcdas. El Inca e Itulgache. Vertientes Guamaní, Yanaurco, El Almorzadero y Calala. acequia Lugubuela. 16 fjs.

10-V-1822

Expediente promovido por Josefa Castro con el ciudadano José Miño, sobre despojo de aguas de la Hacienda de Guaraquí en Tabacundo. Provincia de Pichincha. Tabacundo. Hcda. Guaraquí. Acequia Rumiguayco. 36 fjs.

CAISSE 207 (1823-1824)

05-X-1823

Ramón Chiriboga contra Martín Chiriboga por tierras. Provincia de Chimborazo. Alausí. Hcda. Guabalcón (Trapiche). [Contient plan : fj. 9]. 57 fjs.

04-XI-1823

Autos seguidos por Francisco Javier Villacís con Carlos Vélez de Alava, sobre agua de la Hacienda Purguantag que baja del pueblo del Quinche. Provincia de Pichincha. El Quinche. Hcda. Purguantag. Quebrada Iquiñaro. [Contient plan : fj. 94]. 110 fjs.

12-V-1824

Salvador Murgueytio contra Agustín Dávila por despojo de aguas. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Sangolquí. Hcdas. Santa Bárbara y Casapamba. Río San Fernando. 16 fjs.

CAISSE 208 (1824-1825)

16-VIII-1824

Gerónimo Carpio contra Francisco Chiriboga por aguas. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Licto. 25 fjs.

14-I-1825

Francisco Jijón contra el Coronel Mariano Guillermo Valdivieso por aguas. Provincia de Imbabura. Otavalo. Hcdas. Pinaquí y Quinchuquí. Laguna San Pablo. 20 fjs.

CAISSE 209 (1825-1826)

25-IV-1825

Expediente promovido por María Pinto con Juan José Guerrero sobre despojo de aguas de la Hacienda Chaupi-Molino. Provincia de Pichincha. Pífo. Hcda. Chaupi-Molino. 6 fjs.

CAISSE 210 (1826-1827)

11-VII-1826

Francisco Javier Villacís contra Pedro Alcantara Duprat por despojo de aguas. Provincia de Pichincha. El Quinche. Hcda. Purguantag. 6 fjs.

06-IV-1827

El Procurador Síndico de la parroquia de Guayllabamba contra Francisco Javier Villacís por aguas. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Hcdas. Purguantag y El Molino. Quebrada Santa Rosa. 9 fjs.

01-V-1827

Solicitud de adjudicación de aguas hecha por Agustín Angel Posse al gobierno central. Provincia de Pichincha. Caguasquí. Páramo Yanaurco. Río Palacara. Quebrada Cundurpaccha. Siénega Cucharó. 4 fjs.

CAISSE 211 (1827-1829)

05-XII-1827

Expediente de despojo promovido por el señor Luis Fernández Salvador sontra la señora Teresa Larrea, viuda, Marquesa de Solanda por el derecho de aguas de su Hacienda de Chisinche. Provincia de Chimborazo. Alausí. Hcda. Chisinche. 54 fjs.

CAISSE 212 (1829-1830)

11-VIII-1829

Autos seguidos por el ciudadano Antonio Pineda con la señora María Concepción Tejada sobre aguas de la Hacienda de Caraburu. Provincia de Pichincha. Yaruquí. Hcda. Caraburu. 49 fjs.

30-X-1829

Mariano Moreno en el expediente con Serafina Ontaneda sobre despojo de aguas. Provincia de Pichincha. Conocoto. Anejo Chachas. Hcda. Pisingalli. 87 fjs.

09-XII-1830 (No aparece)

José María Salazar con la Señora Juana Salas sobre despojo de aguas. Provincia de Pichincha. Quito. Pomasqui. 29 fjs.

CAISSE 213 (1830-1831)

21-III-1831

Juana Albán contra Mariano Cruz por aguas. No se nombran sitios. 8 fjs.

07-IV-1831

Causa seguida entre Mariano Cruz con el Convento de Predicadores y Juana Albán sobre el pase de unas aguas. Quebrada Gallinazos. No se nombran Provincia o Ciudad. 5 fjs.

27-VII-1831 (No aparece)

Javier Villagómez en autos contra Sebastián Ramos y demás por terrenos. Provincia de Tungurahua. Pelileo. Sigualó. Hcda. Chumaquí. [Contient plan]. 128 fjs.

CAISSE 214 (1831-1832)

10-VIII-1831

Autos seguidos por la señora Manuela Rivadeneira con su hermano Carlos Rivadeneira sobre aguas de la Hacienda de Agualongo. Provincia de Imbabura. Anejo Agualongo. Hcda. Alobuela. 149 fjs.

19-VIII-1831 (No aparece)

Cosme Salazar contra Julián Mancheno por aguas. Provincia de Chimborazo. Guano. Molino Tuncahuán. 5 fjs.

25-X-1831

Manuel de Echeverría a nombre de Bartolomé Donoso contra Javier Villacís por aguas. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Hcda. Purguantag. Sitio Angaguachana. 8 fjs.

31-X-1831 (No aparece)

Cosme Salazar contra Julián Mancheno por aguas. Provincia de Chimborazo. Guano. Molino Tuncahuán. 9 fjs.

22-XII-1831

Javier Villagómez en autos contra Sebastián Ramos y demás por terrenos. Provincia de Tungurahua. Pelileo. Sigualó. Hcda Chumaquí. [Contient plan : fj. 24]. 24 fjs.

CAISSE 215 (1832-1833)

02-XI-1832

Cosme Salazar Procurador a nombre de los ciudadanos Mariano Bustamante, José y Juan Pastor y Rosa Arellano contra Julián Arellano sobre despojo de aguas. Provincia de Chimborazo. Guano. Molino Tuncahuán. 9 fjs.

01-V-1833

Causa seguida entre el ciudadano Diego Donoso con Martina Gallegos sobre aguas de una estancia de Chambo. Provincia de Chimborazo. Chambo. Hcda. del Puente. Acequia Asagtus. 4 fjs.

CAISSE 216 (1833-1834)

05-V-1834

Causa seguida entre el Colegio San Fernando, las señoras Ignacia y Joaquina Gonzales, el Monasterio de la Concepción y varios indígenas de la parroquia de la Magdalena sobre propiedad de unos terrenos. Provincia de Pichincha. Quito. La Magdalena. [Contient 2 plans: fjs. 31 y 113]. 211 fjs.

CAISSE 217 (1835-1837)

25-XI-1836

Recurso de nulidad interpuesto por el ciudadano Miguel Grijalva con el ciudadano Ramón Terán sobre aguas. Provincia del Carchí. El Angel. Hcdas. La Rinconada y Nicolás. Quebrada Parlocorado. Aguas de Pueblo. 11 fjs.

09-I-1837

Manuel de Echeverría por el Señor Rafaél Mancheno vecino de Riobamba en autos con los señora Josefa Rendón sobre despojo de aguas. Provincia de Chimborazo. Riobamba. 4 fjs.

CAISSE 218 (1837-1838)

08-II-1838

Autos seguidos por el señor Ministro de Estado Dr. José Miguel Gonzales sobre pase de aguas por la Hacienda de San José del Sr. Dr. José Félix Valdivieso y por la de Pesillo del Convento de la Merced de esta ciudad, para el regadío de su Hacienda de la Compañía de Cayambe. Provincia de Pichincha. Cayambe. Hcdas. San José y Pesillo. 9 fjs.

09-III-1838

Recurso de queja interpuesto por el ciudadano José Pintado contra los señores Ministros de la Corte Superior de este distrito sobre despojo de aguas de la parroquia de la Magdalena y el Común de Indígenas de dicha parroquia. Provincia de Pichincha. Quito. La Magdalena. 11 fjs.

17-V-1838

Causa seguida por el ciudadano Joaquín Murgueytio con la señora Josefa León y Guerra sobre aguas. Provincia de Pichincha. Puellaró. Hcda. El AlumbraL. 16 fjs.

16-VI-1838

Causa seguida por el ciudadano Joaquín Murgueytio con la señora Josefa León y Guerra sobre aguas. Provincia de Pichincha. Puellaró. Hcdas. Chiviga y AlumbraL. 7 fjs.

CAISSE 219 (1838-1841)

26-XI-1839

La señora Rosa Mancheno son el señor Manuel Velasco y Orosco sobre aguas de Guaslán. Provincia de Chimborazo. Guaslán. 17 fjs.

13-VI-1840

Autos seguidos por el Convento Seráfico de esta ciudad con el Convento de la Merced, sobre despojo de la Calera en Nono. Provincia de Pichincha. Nono. [Content plan: fj. 139]. 149 fjs.

18-XI-1840 (No aparece)

Cosme Salazar Procurador del Sr. Dr. José Enríquez de León, en autos del Monasterio de Conceptas de esta ciudad, sobre propiedad de las aguas que baten el Molino de Jerusalén. Provincia de Pichincha. Hcda. Lloa. Quebradas Jerusalén y Yuracyacu. Cerro Osuña. [Content 2 plans : fjs. 80 y 169]. 252 fjs.

CAISSE 220 (1841-1843)

02-III-1843

Recurso de hecho interpuesto por el Colegio Seminario de San Luis con el ciudadano José Pintado, sobre despojo. Provincia de Pichincha. Quito. La Magdalena. 3 fjs.

CAISSE 221 (1844-1845)

07-V-1844

Autos seguidos entre el señor Luis Fernández Salvador y el ciudadano José Antonio Estrella sobre denuncia de una acequia de agua. Provincia de Cotopaxi. Salcedo. Río Nacsiche. 2 fjs.

27-VIII-1844

Recurso de hecho interpuesto por la señora Rosa Zambrano en autos con la testamentaria del señor Manuel Zambrano sobre aguas. Provincia de Pichincha. Quito. Chillogallo. 30 fjs.

29-XI-1844

Cosme Salazar por el ciudadano José Arcieniegas, en autos con el ciudadano Francisco Yépez, y al suyo el Procurador Manuel Echeverría sobre unas aguas de la Hacienda de Yaguarcocha. Provincia de Imbabura. Ibarra. Hcda. Yaguarcocha. Quebrada del Manzano. 18 fjs.

07-V-1845

Expediente obrado en la causa seguida que sigue el ciudadano José María Maldonado con el señor Luis Fernández Salvador sobre aguas. Provincia de Cotopaxi. Salcedo. Río Nacsiche. 4 fjs.

30-V-1845

Causa seguida entre el Colegio Seminario de San Luis y el ciudadano José Pintado sobre terrenos y aguas. Provincia de Pichincha. Quito. La Magdalena. 38 fjs.

CAISSE 222 (1845-1847)

18-X-1845

Ejecutivos seguidos por el señor José Soto con el señor Ignacio Gonzales sobre despojo de las aguas de Ficoa. Provincia de Tungurahua. Ambato. Ficoa. Quebrada Quillallig. 44 fjs.

18-X-1845

Causa seguida entre los señores Mariano Gangotena y Juan Donoso sobre aguas. Provincia de Imbabura. Hcdas. Guaramía, Alobuela y Amajito. 14 fjs.

15-IV-1846

Causa seguida entre la testamentaria del finado Antonio Calderón y la señora Felipa Gangotena sobre aguas de la Hacienda Chillogallo. Provincia de Pichincha. Quito. Chillogallo. 9 fjs.

19-VIII-1846

Autos seguidos por el señor Bartolomé Donoso con el señor Francisco Javier Villacís sobre las aguas de su Hacienda de Guayllabamba. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Quebrada Anga-Guachana. 54 fjs.

CAISSE 223 (1847-1849)

25-XI-1848

Causa seguida entre los ciudadanos Juan Manuel de la Puente y Toribio Sierra sobre denuncia de terrenos y aguas. Provincia de Pichincha. Machachi. Hcda. Guanguilquí. 5 fjs.

13-XII-1848

Causa seguida entre las señoras Dominga Cevallos y María Jijón sobre un acueducto. No se nombran sitios. 5 fjs.

27-XII-1848

Causa seguida entre los ciudadanos José Manuel Fernández y Manuel Andrade y Vicuña sobre aguas. Provincia del Azuay. Cuenca. 14 fjs.

03-III-1849

Causa seguida entre los ciudadanos Fidel Salvador y Rafael Cuadrado sobre propiedad de aguas. Provincia de Chimborazo. Guano. Hcda. Miraflores. Acequia Tuncahuán. 15 fjs.

28-IV-1849

Causa seguida entre el señor Pedro Rodríguez y el Doctor Juan Cueva sobre aguas. Provincia del Azuay. Cuenca. 6 fjs.

13-VI-1849

Causa seguida entre los ciudadanos Juan José Tobar y Vicente Flor sobre aguas. No se nombran sitios. 5 fjs.

19-VI-1849

Causa seguida entre los ciudadanos Andrés de los Ríos y Agustín Dávila sobre la propiedad de aguas. Hcda. Santa Bárbara. Río Santa Clara. 13 fjs.

30 VI-1849

Causa seguida entre el Fisco y el ciudadano Toribio Sierra sobre denuncia de terrenos y aguas. Provincia de Pichincha. Machachi. Hcda. Guanguilquí. 6 fjs.

26-IX-1849

Causa seguida entre el ciudadano Manuel Riofrío y la señora Ignacia Rufz. Provincia del Azuay. Hcda. de Caña. Sitio Combolo. 23 fjs.

CAISSE 224 (1849-1851)

12-XII-1849

Causa seguida por el señor Juan Cueva con el señor Pedro Rodríguez sobre unas aguas. Provincia del Azuay. Hcda. Tobachiri. Río San Fernando. 10 fjs.

10-V-1850 (No aparece)

Causa seguida entre el Concejo Municipal de Riobamba y el ciudadano José Antonio Coronel sobre aguas. Provincia de Chimborazo. Riobamba. Potrereros de la Trinidad. 9 fjs.

08-XI-1850

Causa seguida entre el Concejo Municipal y el ciudadano José Antonio Coronel sobre aguas. Provincia de Chimborazo. Riobamba. Potrereros de la Trinidad. 9 fjs.

20-XII-1850

Ejecutivo seguido por el Doctor José Félix Valdivieso, con el señor José María Pérez Calisto sobre el remaniente de aguas de la Hacienda de Pusuquí del señor Calisto Corra a la de Pomasqui del señor Valdivieso, en virtud de documento reconocido. Provincia de Pichincha. Quito. Pomasqui. Pusuquí. 49 fjs.

CAISSE 225 (1851-1854)

05-VII-1852

Expediente seguido entre la señora Juana Mazo, los herederos del Dr. José María Tejada y el Dr. Félix Valdivieso sobre aguas. Provincia de Pichincha. Hcdas. Rumipamba y San Milán. Sitios Chusalongo y Chimborazo. Aguas de Pichán. Acequia Chinchicucho. 19 fjs.

CAISSE 226 (1854-1856)

27-II-1855

Causa seguida entre los ciudadanos José María Alvear y Fernando Calderón sobre aguas. No se nombran sitios. 3 fjs.

14-V-1855

Causa seguida entre los señores Miguel Cervantes y Jesús Valencia sobre aguas. No se nombran sitios. 4 fjs.

07-VIII-1855

Causa seguida entre los ciudadanos Clemente Ponce y Joaquín Tello Meneses sobre pase de aguas. No se nombran sitios. 7 fjs.

28-VIII-1856

Causa seguida entre los ciudadanos Luis Robalino y José Vásconez Vaca sobre aguas. Provincia de Tungurahua. Píllaro. Sitio Quillán. 10 fjs.

17-XII-1856

Causa seguida entre los ciudadanos Fernando Crespo y Francisco Palacios sobre aguas. Provincia del Azuay. Hcda. Zidcay. Quebrada Zidcay. 22 fjs.

19-XII-1856

Causa seguida entre los señores José Antonio Coronel y Domingo Paredes sobre aguas. Provincia de Chimborazo. Hcda. Trinidad. Río Licán. 17 fjs.

CAISSE 227 (1856-1858)

26-X-1857

Causa seguida entre los señores José Francisco Carrión y el finado Vicente Flor sobre aguas. Provincia de Imbabura. Hcda. Tapiapamba. 9 fjs.

CAISSE 228 (1858)

03-III-1858

Causa seguida entre los ciudadanos Miguel Ribadeneira y Valentín Yépez sobre colocación de unos canales. Provincia de Imbabura. Hcdas. Cobuendo y Chorlaví. 13 fjs.

CAISSE 233 (1864-1865)

10-XII-1864

Manuel Bustán, apoderado de la comunidad de indígenas del pueblo de Azogues contra el Ilustre Concejo Municipal del Cantón de Azogues sobre aguas. Provincia de Cañar. Azogues. Aguas de Lamai. 35 fjs.

CAISSE 234 (1865-1866)

06-II-1866

Obrados de la causa seguidos entre el Convento de la Merced y el señor José Francisco Carrión sobre aguas. Provincia de Pichincha. Cayambe. Hcda. Pesillo. 10 fjs.

07-IV-1866

Obrado de la causa seguida entre el Dr. Juan Pintado y el ciudadano Manuel Paz y Miño sobre aguas. Provincia de Pichincha. Quito. Río Patacyaco. 17 fjs.

27-VI-1866

Obrado de la causa seguida entre los señores Nicolás Carvallo y José Manuel Torres por aguas. Provincia del Azuay. Tarquí. 29 fjs.

16-VII-1866

Obrados de la causa seguida entre los ciudadanos José Paredes y Pedro Acevedo por una acequia de agua. Provincia de Pichincha. Yaruquí. Acequia Aclla. 9 fjs.

CAISSE 235 (1866-1867)

26-III-1867

Obrado de la causa seguida entre los señores Sebastián Guarderas y José Antonio Hinojosa por despojo de aguas. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Amaguaña. 5 fjs.

CAISSE 237 (1868)

15-V-1868

Obrados en la causa seguida por Valentín Yépez contra el señor José Manuel Jijón por aguas. Provincia de Imbabura. Atuntaqui. 10 fjs.

16-VI-1868

Obrados en la causa seguida entre la familia Ascázubi y el señor José Francisco Carrión sobre aguas. Provincia de Pichincha. Cayambe. Hcdas. Chungalá y Miraflores. 9 fjs.

30-VI-1868

Juicio seguido por Agustín Játiva contra Gabriel de la Calle por despojo de aguas. Provincia de Chimborazo. Chambo. Sitio Asagtus. 116 fjs.

07-X-1868

Causa seguida por la señora Rafaela Veintimilla contra el señor Pablo Villacís sobre apeo y deslinde de terrenos. Provincia de Pichincha. Quito. Pomasquí. San Antonio. [Contient plan : fj. 16]. 18 fjs.

CAISSE 238 (1868-1869)

04-IX-1869

Obrados en la causa seguida por el apoderado del señor Juan Donoso con el señor Carlos Landázuri sobre aguas. Provincia de Imbabura. Cayambe. Hcdas. Guanguilquí y Carrera. 7 fjs.

06-X-1869

Obrados en la causa seguida por el personero del Convento de San Agustín con Fermín Muñoz sobre aguas. Provincia de Imbabura. Hcda. Calunquí. Aguas de Tababuela y Yaguarcocha. 8 fjs.

CAISSE 239 (1870)

10-XI-1869

Obrados en la causa seguida por los señores Ascázubi y demás interesados contra el señor José Francisco Carrión sobre aguas. Provincia de Pichincha. Cayambe. Hcdas. Anchola y Chungalá. 24 fjs.

22-II-1870

Obrados en la causa seguida por el Dr. Manuel Bedoya con el Coronel Agustín Guerrero sobre pase de aguas. Provincia de Pichincha. Cayambe. Hcda. Chungalá. [Contient plan : fj. 14]. 17 fjs.

14-V-1870

Juicio seguido por el Sr. Dr. Jorge Antonio Bueno contra el Sr. Alejandro Guarderas por aguas. Provincia de Cotopaxi. Hcdas. Sillunchi y Puichig. 12 fjs.

12-VIII-1870

Obrados en la causa seguida por Manuel Boada contra Nicolás Catro y José Manuel Nicolalde sobre aguas. Provincia de Pichincha. Tabacundo. Hcda. Santa Gertrudis. Río Tabacundo. 7 fjs.

CAISSE 241 (1870-1871)

06-XI-1870

Obrados en la causa seguida por Darío Acosta y Antonio Torres contra Agustín Dávila sobre aguas. No se nombra sitios. 4 fjs.

23-XII-1870

Obrados en la causa seguida por Joaquín Terán contra José Manuel Jijón sobre aguas. Provincia de Imbabura. Atuntaqui. Río Yatunyacu. 12 fjs.

20-I-1871

Obrados en la causa seguida entre Emilia Klinger y Manuel del Alcázar sobre aguas. No se nombra sitios. 2 fjs.

11-II-1871

Obrados en la causa seguida por la señora Dolores Villacís contra el señor Vidal Ortíz sobre aguas. Provincia de Pichincha. Quito. Pomasqui. 22 fjs.

CAISSE 242 (1871)

16-VII-1871

Obrados en la causa seguida entre el Sr. Manuel del Alcázar y la señora Emilia Klinger por aguas. Provincia de Pichincha. Machachi. Hcda. Colachi. Acequia San Pedro. Vertientes del Chambi. 33 fjs.

24-VIII-1871

Obrados en la causa seguida por el Sr. Rafael Aguirre con el Sr. Francisco Bermeux sobre propiedad de aguas y páramos de un fundo. Provincia de Imbabura. Río Guambi. Sitio Las Moyas. Páramos de Yacupamba y Tabavela. Acequia Changaguañuzca. 15 fjs.

CAISSE 243 (1872)

15-VI-1872

Obrados en la causa seguida entre Miguel A. Valdivieso y Serafina Bustamante sobre servidumbre de aguas. Provincia de Loja. Hcda. Guaicopamba. 13 fjs.

CAISSE 244 (1872-1873)

11-I-1873

Recurso de queja interpuesto por el Venerable Cura de Pintag Dr. Marcos Herrea contra el Gobernador de esta provincia Dn. Pablo Bustamante. Provincia de Pichincha. Pintag. 50 fjs.

26-II-1873

Obrados en la causa seguida por la señora Josefa Salazar contra Fidel Recalde sobre aguas. Provincia de Pichincha. Quito. La Magdalena. Quebradas Sigchocalle y Calvario. 9 fjs.

10-V-1873

Obrados en la causa seguida entre José Cevallos León con Alegría y Andrés Gallegos sobre aguas. Provincia de Chimborazo. Riobamba. 4 fjs.

18-VII-1873

Obrados en la causa seguida por el Agente Fiscal de Riobamba contra Felipe Guamán sobre aguas. Provincia de Chimborazo. Riobamba. 2 fjs.

CAISSE 245 (1873)

19-VII-1873

Obrados en la causa seguida por el Síndico Municipal de Riobamba contra Rafael Chiriboga y Borja por terrenos y aguas. Provincia de Chimborazo. Licán. Hcda. Macají. Acequia Macají. 9 fjs.

22-VII-1873

Obrados en la causa seguida entre la familia Sáenz con la Sra. Mercedes Larrea por remate de un terreno. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Hcda. Cuzubamba. [Contient 2 plans : fj. 31]. 31 fjs.

23-VII-1873

Juicio seguido por Mariano Alvarez contra el Dr. Modesto Rivadeneira por aguas. Provincia de Cotopaxi. Latacunga. 20 fjs.

13-IX-1873

Obrados en la causa seguida por el apoderado de la familia Garzón contra José María Baus sobre aguas. Provincia de Chimborazo. Guano. Hcda. Cuntus o San José. Sitio Tutupala. Río Guano. Acequia Cuntus. 18 fjs.

08-X-1873

Obrados en la causa seguida entre Pío Borrero y Darío Eguiguren por una acequia de agua. Provincia de Loja. El Sagrario. Hcdas. San Cayetano e lama-Cocha. 20 fjs.

CAISSE 246 (1874)

02-I-1874

Obrados en la causa seguida por el Coronel Agustín Guerrero con el Dr. Victor Lazo sobre daños y perjuicios de una acequia. Provincia de Pichincha. Cumbayá. Acequia Rojas. 14 fjs.

07-II-1874

Obrados en la causa seguida entre el Monasterio de Conceptas de Ibarra y el Sr. Juan Antonio Toledo por obra nueva. Provincia de Imbabura. Sitio Alobuela. 26 fjs.

04-III-1874

Obrados en la causa seguida por Pablo Rojas contra los señores Carlos y Juan Aguilar sobre propiedad de aguas. No se nombra provincia o ciudad. Hcdas. Salto de San Cristóbal y Zuro. Quebrada Guilaguaico. Vertiente de los Alpachacas. [Contient plan : fj. 49]. 60 fjs.

15-IV-1874

Obrados en la causa seguida por Pedro Acevedo contra Simona Gómez sobre aguas. Provincia de Pichincha. Yaruquí. Hcdas. Acla, Chilpe y Cuscungo. Acequia Cartagena. 44 fjs.

18-V-1874

Obrados en la causa seguida entre el Presbítero Mariano Parreño y Francisco Orbea y otros sobre aguas. Provincia de Cotopaxi. San Felipe. Quebrada Pitigua. 6 fjs.

05-VI-1874

Obrados en la causa seguida por los señores Roberto y María de Ascázubi contra el señor Joaquín Noboa por aguas. Provincia de Pichincha. Cayambe. Hcda. Changalá. Potreros de Isieto. Acequia Chaguarpungo. 28 fjs.

CAISSE 247 (1874)

01-VII-1874 (No aparece)

Obrados en la causa seguida entre la señora Emilia Klinger contra los señores Manuel Comejo y Juan Mantilla por una acequia. No se nombran sitios. 4 fjs.

07-VII-1874

Obrados en la causa seguida entre el Presbítero Mariano Parreño con Francisco Orbea y otros sobre aguas. Provincia de Cotopaxi. San Felipe. Quebrada Pitigua. 12 fjs.

11-VII-1874

Obrados en la causa seguida por Concepción Sánchez contra Bernardo Gaibor por aguas. Provincia de Chimborazo. Chambo. Quebrada de Llancán. 17 fjs.

13-VII-1874

Obrados en la causa seguida entre Mariano Mayorga y Jacinto Ramos por aguas. No se nombran sitios. 2 fjs.

25-VII-1874 (No aparece)

Obrados en la causa seguida entre la Municipalidad de Riobamba y el señor Rafael Chiriboga sobre aguas. Provincia de Chimborazo. Licán. Hcda. Macají. 14 fjs.

20-VIII-1874

Obrados en la causa seguida por el Dr. Francisco Javier Cevallos contra la familia Zaldumbide sobre aguas. Provincia de Pichincha. Quito. Chillogallo. 19 fjs.

05-X-1874

Juicio seguido por Petronila Eguez contra Domingo Gangotena por nulidad de la venta de la Hacienda Guapungoto. Provincia de Bolívar. Hcda. Guapungoto. [Content plan : fj. 12]. 137 fjs.

CAISSE 248 (1874-1875)

20-X-1874

Obrados en la causa seguida entre Mariano Álvarez contra Francisco Subía y Angel Hidalgo por una acequia. No se nombran sitios. 7 fjs.

09-I-1875

Obrados en la causa seguida por la familia Cevallos contra la familia Zaldumbide por aguas. Provincia de Pichincha. Quito. Chillogallo. 30 fjs.

CAISSE 249 (1875-1876)

19-VII-1875

Juicio seguido por Rafael Carvajal contra Felicísimo Vega por despojo de aguas. No se nombran sitios. 22 fjs.

25-XI-1875

Juicio seguido por Lucas Obando contra Pacífica viuda de Rafael Medrano por aguas. Provincia de Pichincha. Guayllabamba. Hcdas. San Rafael y Guayllabamba. Quebrada Chitayaco. Vertientes del Boliche. 55 fjs.

CAISSE 250 (1876-1877)

14-VI-1876

Obrados en la causa seguida por la familia Valdivieso contra la familia Tejada por aguas. Provincia de Pichincha. Hcdas. Santa Clara de San Milán y Rumipamba. Manantiales Chimborazo y Chusalongo. 11 fjs.

15-VII-1876

Obrados en la causa seguida por Javier Villagómez contra Emilio Terán por aguas. Provincia de Tungurahua. 6 fjs.

17-VIII-1876

Obrados en la causa seguida entre Camilo Donoso contra Agustín Velasco y Ruperta Cabezas por aguas. Provincia de Pichincha. Quito. Cotocollao. Hcda. El Condado. Quebrada Chiriacu o Sanguña. Aguas de Quillotura. 55 fjs.

22-XII-1876

Obrados en la causa seguida por la familia Bustamante y Manuel Tobar sobre aguas. Provincia de Pichincha. Puembo. Hcda. Chichi. Laguna Boyero. Río Cariyacu. Quebrada Guarmiyaco. 21 fjs.

04-IX-1877

Obrados de la causa seguida por Mariano Gangotena con José María Pérez Pareja por aguas. No se nombran sitios. 11 fjs.

CAISSE 254 (1881)

22-I-1881

Obrados en la causa seguida por Manuel Álvarez contra los herederos del General Manuel F. Maldonado, sobre la apertura de una acequia de agua. Posiblemente Provincia de Cotopaxi. Guaytacama. Hcda. Nintangá. 6 fjs.

22-IV-1881

Causa seguida por Alejandro Vásconez Jijón contra Lizardo Vásconez por aguas. Provincia de Cotopaxi. San Sebastián. Hcda. Tiobamba. Río Cutuchi. 151 fjs.

22-VI-1881

La Municipalidad del Cantón Paute con los señores Ordóñez hermanos y Compañía por una acequia. Provincia del Azuay. Paute. Aguas de Culilcay. 14 fjs.

15-XII-1881

Juicio seguido por Manuel Crespo Patiño contra José María Salazar y socios sobre aguas. Provincia del Azuay. Quínteo. Fundo Guanzhum. 48 fjs.

CAISSE 255 (1882)

11-I-1882 (No aparece)

Obrados en la causa seguida por Francisco Mera contra Martina Flores por aguas. Provincia de Tungurahua. Ambato. Pachanlica. 32 fjs.

13-V-1882

Obrados en la causa seguida por Juan María Erazo contra Santiago Lucio sobre aguas. Provincia de Chimborazo. Sitio Chusalongo o Porotoloma. 8 fjs.

02-X-1882

Causa seguida por Alejandro Vásconez Jijón contra Lizardo Vásconez por unos títulos. Provincia de Cotopaxi. San Sebastián. Hcda. Tiobamba. Volcán Cotopaxi. Río Cutuchi. 13 fjs.

20-XII-1882

Juicio seguido por la señora Dolores Calderón de la Barca con el Sr. Isidro Fierro por aguas. Provincia de Imbabura. Tusa. Hcda. Tambo. Acequia de Trejo. 32 fjs.

CAISSE 257 (1883-1884)

25-VIII-1883 (No aparece)

Causa seguida por Antonio Badillo contra José Pozo Coloma y Luis Rovelli Blanca por aguas. Provincia de Chimborazo. Quebradas Suruguaico y Alpachaca. 45 fjs.

11-I-1884

Juicio seguido por la Superiora de las Hermanas de la Caridad y Administradora del Hospital de Riobamba contra la Sra. Pacífica Larrea por despojo de aguas. Provincia de Chimborazo. Riobamba. 187 fjs.

16-II-1884

Causa seguida por Rosario Rojas con Ana Ponce y Teodomiro Rivadeneira por aguas. No se nombra Provincia o Ciudad. Acequia Casiganda. 178 fjs.

29-II-1884

Obrados en la causa seguida por el Sr. Camilo Donoso contra José Félix Crespo por cumplimiento de un contrato de aguas. Provincia de Pichincha. Quito. Hcdas. Condado, Leime y Jablaguasi. Río Pichán. 211 fjs.

CAISSE 258 (1884-1885)

09-IX-1884

Obrados en la causa seguida por Dolores Salazar contra Carlos Laso por aguas. Provincia de Pichincha. El Tingo. 11 fjs.

CAISSE 259 (1885)

19-V-1885

Obrados en la causa seguida por Dolores Salazar contra Carlos Laso por aguas. Provincia de Pichincha. El Tingo. 31 fjs.

06-X-1885

La Srta Marcia Quijano contra el Sr Felicísimo Vega por aguas. Provincia de Pichincha. Puenbo. 8 fjs.

CAISSE 260 (1885-1886)

11-I-1886

El Seminario de Ibarra contra Victor Gangotena apoderado de Manuel Jijón por aguas. Provincia de Imbabura. Otavalo. [Contient plan : fj. 108]. 142 fjs.

12-II-1886

Obrados en la causa que por aguas se sigue entre la familia Zaldumbide y Antonio Merlo. No se nombra Provincia o Ciudad. Hcdas. San Nicolás y Cuscunguito. Río Cuscungo. 28 fjs.

20-II-1886

Obrados en la causa seguida por Tomás Cobo contra Mercedes Valdivieso por acueducto. Provincia de Tungurahua. Pilahuín. Santa Rosa. Ríos Blanco y Colorado. 3 fjs.

CAISSE 261 (1886)

12-V-1886

Juicio seguido por la señora Margarita Cordero contra el Sr. Juan de Dios Corral sobre aguas. Provincia del Azuay. Cuenca. 24 fjs.

28-V-1886

Los vecinos de Calpi contra Mercedes Chiriboga y Felipe Guzmán. Provincia de Chimborazo. Calpi. 8 fjs.

CAISSE 262 (1887-1888)

24-VIII-1887

Civiles seguidos por Ignacio Holguín contra Camilo Miño por aguas del Río Nacsiche. Provincia de Cotopaxi. Salcedo. Río Nacsiche. 29 fjs.

CAISSE 263 (1888)

08-V-1888

Ramón F. Moya apoderado de la Sra. Manuela Viteri contra Rafael Freile Donoso por aguas. Provincia de Pichincha. Puellaró. Acequia Yunguilla. 26 fjs.

CAISSE 264 (1889)

20-III-1889

La señora Mercedes Valdivieso contra Tomás Cobo sobre aguas del Río Blanco. Provincia de Tungurahua. Santa Rosa. Pilahuín. Ríos Blanco y Colorado. [Contient 2 plans : fjs. 42 y 43]. 220 fjs.

11-X-1889 (No aparece)

José María Pérez Pareja contra Manuel A. Larrea por aguas. Provincia de Imbabura. 118 fjs.

10-XII-1889

Obrados en la causa seguida por el Seminario de Ibarra contra Mariano Gangotena por aguas y terrenos. Provincia de Imbabura. Ibarra. 7 fjs.

CAISSE 266 (1891-1892)

14-XI-1891

El Colector del Seminario de Ibarra contra Mariano Gangotena y Leopoldo Salvador por restitución de aguas y terrenos. Provincia de Pichincha. Quito. 5 fjs.

CAISSE 269 (1894)

29-IX-1894

Balbina Ponce con Nicolás Carrión sobre aguas. Provincia de Pichincha. Los Chillos. Amaguaña. [Contient 2 plans: fjs. 30 y 31]. 68 fjs.

19-X-1894 (No aparece)

Alberto Hernán contra Rafael Andrade Dávalos por Aguas. Provincia de Pichincha. 6 fjs.

CAISSE 270 (1894-1895)

22-XI-1894

Actuaciones de la causa seguida por el Sr. José María Pérez Pareja contra Manuel Larrea por aguas. Provincia de Pichincha. Quito. 11 fjs.

27-VI-1895

Rosario Saá contra Arturo Charpentier y Luciano Laffite por aguas de la acequia Miraflores. Provincia de Tungurahua. Ambato. Miraflores. 14 fjs.

CAISSE 271 (1895-1897)

19-XII-1896

Actuaciones de la causa seguida por la Sra. Mercedes Valdivieso contra Tomás Cobo por aguas del Río Blanco. Provincia de Tungurahua. Santa Rosa. Pilahuín. Hcda. Llangahua. 40 fjs.

CAISSE 272 (1897-1899)

31-I-1898

Juicio seguido por José Huertas contra Rafael Godoy sobre exhibición de un documento. Provincia de Pichincha. Cayambe. Pueblo Catarata. Hcda. Guanguilquí. Páramo de Porotog. 28 fjs.

17-I-1899 (No aparece)

Causa seguida por Fidel Monje contra la familia Landázuri por aguas. Provincia de Pichincha. Quito. Rumipamba. Santa Clara. Ñaquito. 17 fjs.

DOCUMENTS DE LA PROVINCE D'IMBABURA

CAISSE 2 (1671-1687) [Fonds Civils]

06-V-1682

Autos de doña Francisca de Cespedes, viuda de Melchor Sánchez Carrascal contra Joan Mendes sobre una acequia de agua. Provincia de Imbabura. Yaguarcocha. 66 fjs.